



## **Chronique réalisée par Luc de l'Arbre**

**Samedi 1<sup>er</sup> mars.**

**La RDC risque d'être privée de la technologie 3G.** Les utilisateurs de la 3G en RDC risquent d'en être privés à la suite du différend qui oppose, au tribunal de commerce de Kinshasa, la Netherland British Company (NBC) contre les quatre grands opérateurs de télécommunications du pays et l'Autorité de régulation des postes et télécommunications du Congo (ARPTC). La NBC affirme détenir le monopole de l'exploitation de cette technologie en RDC. Ce que conteste l'ARPTC. Le jugement, qui doit être rendu sous peu, inquiète les compagnies de télécommunication exploitant la 3G. Dans un arrêt rendu en octobre 2012, ce tribunal avait déjà enjoint les opérateurs Vodacom, Airtel, Tigo et Africell de suspendre l'exploitation de la 3G sur la bande de fréquences 2.1 à 2.3, en reconnaissant la NBC comme seule entité habilitée à exploiter cette technologie. Cependant, l'ARPTC conteste l'autorisation d'exploitation brandie par la NBC et qui lui avait été attribuée en décembre 2004 par Mme Gertrude Kitembo, alors ministre des PTT. Pour l'autorité de régulation, cette autorisation avait été obtenue de façon irrégulière, sans respecter la procédure édictée par la loi-cadre de 2002 sur les télécommunications en RDC. L'ARPTC, qui gère les fréquences depuis 2003, année de sa création, ne reconnaît pas avoir traité le dossier NBC comme l'exige cette loi avant de le transmettre pour signature au ministre de tutelle. **La RDC sans la 3G.** La décision du tribunal de Commerce, qui juge cette affaire, est donc très attendue en RDC, notamment par les opérateurs de télécoms qui utilisent la 3G, ainsi que les millions d'utilisateurs. Non seulement la RDC ferait un grand bon en arrière en matière d'Internet, mais l'Etat congolais enregistrerait aussi un énorme manque à gagner. Cette suspension pourrait également entraîner une détérioration du climat des affaires, avec comme conséquence, la fuite de nouveaux investissements et la réduction d'opportunités de création de nouveaux emplois. La 3G, comme son nom l'indique, est la 3<sup>ème</sup> génération de la technologie mobile. (Radio Okapi)

**Equateur : le HCR remet des médicaments à des structures médicales de Mbandaka.** Le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), à travers son partenaire médical Actions et interventions pour le développement et l'encadrement social (AIDES), a remis vendredi 28 février un lot de médicaments à l'hôpital général de référence de Mbandaka, au centre de santé Maman Balako et au centre de santé Maman wa Elikya, dans la capitale provinciale de l'Equateur. Selon le HCR, il s'agit d'un appui à la réintégration des rapatriés congolais en provenance de la République du Congo. En échange, ces structures devraient leur assurer une prise en charge médicale gratuite afin de faciliter leur réadaptation.

**Commission nationale des droits de l'homme : deux candidats des ONG mis en avant.** Environ 300 organisations non gouvernementales congolaises doivent proposer des candidats aux deux postes qui leur reviennent sur les neuf que devrait compter la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH). L'ONG Les amis de Nelson Mandela pour les droits de l'homme a été chargée de modérer les tendances et aplanir les divergences qui, déjà, émergent. Alors que la session ordinaire de mars au Parlement s'ouvre le 15 prochain, ces ONG se sont réunies vendredi 28 février à Kinshasa pour discuter de la procédure de désignations de ces candidats.

**RDC: les obsèques de King Kester Emeneya en images.** Le chanteur King Kester Emeneya est décédé jeudi 13 février à l'hôpital Marie Lannelongue, en région parisienne (France). Il y était admis depuis novembre dernier pour des problèmes cardiaques. Sa dépouille est arrivée samedi 1er mars à Kinshasa et est exposée à l'esplanade du Palais du peuple. L'ancien patron du groupe musical Victoria Eleison sera enterré demain dimanche au cimetière « Nécropole entre Ciel et Terre » dans la capitale congolaise. Le décès de King Kester de son vrai nom Jean Emeneya Mubiala Kwamambu, n'a pas laissé les Congolais indifférents. Des milliers de personnes sont venus lui rendre hommage.

**Assassinat de Mamadou Ndala : l'Asadho réclame l'ouverture d'une audience publique.** L'Association africaine de défense des droits de l'homme (Asadho) à Beni (Nord-Kivu) réclame l'ouverture d'une audience publique sur l'assassinat du colonel Mamadou Ndala. Dans un communiqué de presse publié vendredi 28 février, cette organisation souhaite que les autorités congolaises fixent l'opinion sur l'évolution de l'enquête, soixante jours après l'assassinat du commandant du 42e bataillon des commandos des Forces armées de la RDC. Mamadou Ndala, nommé général à titre posthume a été tué le 2 janvier dernier dans une embuscade tendue par des hommes armés non encore identifiés à Beni. Certaines sources ont pointé du doigt les ADF comme auteurs de ce piège. D'autres ont démenti cette information, estimant que les auteurs de cet acte se trouveraient au sein même de l'armée congolaise. Face à ce flou, des députés du Nord-Kivu avaient exigé, le lendemain de l'assassinat de Mamadou Ndala « toute la lumière » sur ce meurtre. Mais l'Asadho demande l'accélération de l'instruction judiciaire du dossier sur cet assassinat. Cette association de défense des droits de l'homme exprime en même temps sa crainte sur l'indépendance de la justice dans les enquêtes, évoquant l'absence de communication des autorités pour fixer l'opinion sur l'évolution des enquêtes et procédures judiciaires. General Major Thimothée Munkutu, premier avocat général de la République près de l'auditorat militaire général, a assuré que les enquêtes sont en cours et se poursuivent dans la liberté et la sérénité. Il a appelé toutes les organisations « à laisser les enquêtes se dérouler sans pression ». (Radio Okapi)

**Première visite en RDC de la présidente centrafricaine Catherine Samba.** La présidente centrafricaine de transition, Catherine Samba est arrivée à Kinshasa samedi 1er mars. C'est sa toute première visite en RDC depuis son arrivée à la tête de la République centrafricaine (RCA) au mois de janvier dernier. Elle indique qu'elle est venue présenter toute sa gratitude au président Joseph Kabila « pour sa présence aux côtés de son pays pendant les moments difficiles de son histoire ». La situation sécuritaire est précaire en RCA depuis le renversement de l'ancien président François Bozizé par les rebelles de la Seleka conduits par Michel Djotodia. Des milliers de réfugiés centrafricains et de Congolais vivant dans ce pays avaient fui cette insécurité pour se réfugier à Zongo en RDC. Pour Catherine Samba, les défis sont énormes mais les prioritaires sont le désarmement des rebelles, la réforme de la gendarmerie et de la police. Pour permettre à ce pays de retrouver la paix, la RDC a dépêché un important contingent militaire composé de 850 éléments, dans le cadre de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique (Misca). (Radio Okapi)

**Nord-Kivu : la Monusco bombarde le dernier bastion des ADF à Saha Sitisia.** L'aviation militaire des Nations unies pilonne depuis samedi 1er mars une position importante des rebelles ougandais des ADF à Saha Sitisia, un village situé à cheval entre Nobili et Kikingi, dans le secteur de Beni-Mbau, à une soixantaine de kilomètres de Beni-ville (Nord-Kivu). Selon des sources de la Mission onusienne en RDC, l'objectif de ces bombardements est d'ouvrir un couloir pour permettre aux militaires congolais d'avancer vers le dernier bastion où se sont retranchés les rebelles Ougandais de l'ADF.

#### **Dimanche 2 mars.**

**Nord-Kivu : 4 présumés kidnappeurs arrêtés à Lubero.** Quatre bandits armés, présumés auteurs des kidnappings des civils dans la ville de Butembo, ont été arrêtés vendredi 28 février à Lubero, une cité située à plus ou moins 250 km au Nord de Goma (Nord-Kivu). Selon l'administrateur du territoire de Lubero, Bokele Joy, qui a livré cette information, au moment de leur arrestation ces personnes détenaient deux armes de type AK 47 qu'elles utilisent pendant leurs opérations de kidnapping.

**Equateur : 3 enfants meurent de malnutrition chaque jour à Djombo.** Trois à cinq enfants meurent chaque jour de malnutrition à Djombo. Le coordonnateur de l'ONG Solidarité Commune (Soco), Patrice Isongu l'a déclaré dimanche 2 mars à l'issue d'une mission dans ce secteur du Territoire de Basankusu. Selon lui, cela est dû à la rareté des vivres, aux mauvaises habitudes alimentaires engendré par le manque de notion d'alimentation équilibrée.

**Matadi : une grande partie de la ville privée d'eau potable depuis quatre jours.** La population du 2/3 de la ville de Matadi vit sans eau potable depuis quatre jours. Elle s'approvisionne en eau au fleuve Congo et à la rivière Mpozo. Dans un communiqué, la Régie de distribution d'eau (Regideso) évoque une panne dans l'une de ses usines de pompage d'eau. L'entreprise affirme qu'elle travaille pour réparer la voie de canalisation.

**Goma : lancement du système de traçabilité des minerais.** Le système de traçabilité des minerais dénommé Initiative de chaîne d'approvisionnement (ITSCI) a été lancé samedi 1er mars à Goma. Dès lundi 3 mars, la cassitérite et le coltan provenant du secteur de Rubaya seront étiquetés depuis le site d'extraction, avant leur exportation. Le ministre provincial en charge des mines, Jean Ruyange a déclaré qu'à ce jour, seulement dix-sept sites de ce secteur du territoire de Masisi ont été validés par arrêté ministériel.

**Ituri: 24 miliciens Maï-Maï Simba jugés pour crimes de guerre à Mambasa.** Vingt-quatre miliciens du groupe Maï-Maï Simba de Morgan sont jugés depuis le samedi 1er mars à Mambasa en chambre foraine au

tribunal militaire garnison de l'Ituri. Ils sont poursuivis pour participation à un mouvement et crimes de guerre qu'ils auraient commis dans le territoire de Mambasa en Province Orientale.

### **Lundi 3 mars.**

**Rwanda-RDC : les femmes veulent mettre fin au climat de méfiance.** Cent vingt femmes rwandaises et congolaises ont pris part samedi 1er mars à une journée de convivialité à Goma au Nord-Kivu. Venues de la capitale du Nord-Kivu et de la cité rwandaise de Gisenyi, elles veulent « dissiper le climat de méfiance qui règne entre les deux pays ». La rencontre a été organisée par les commissions diocésaines Justice et Paix de Goma en RDC et Nyundo à Gisenyi au Rwanda. Depuis quelques décennies, ont fait remarqué ces femmes, la cohabitation entre les peuples du Rwanda et ceux de la RDC, du Kivu en particulier, est difficile. Ces femmes ont notamment déploré la xénophobie qui caractérise certains habitants de ces deux pays qui pensent que leur malheur est causé par le voisin. Pour ramener la confiance entre Rwandais et Congolais, elles ont plaidé pour « un patriotisme responsable ». « Si on comprend mal le patriotisme, cela nous fait aboutir au tribalisme, à la haine, à la jalousie, à la tuerie aux violences de toutes formes telles les violences sexuelles dont sont victimes les femmes aujourd'hui », affirme Claudine Kafirongo, présidente de la Dynamique femme justice et paix du diocèse de Goma. Pour Jeanne D'arcMungwamurinde, de la Commission justice et paix du diocèse de Nyundo à Gisenyi, chaque peuple doit défendre son pays mais en respectant ses voisins. « Nous avons appris qu'il y a le patriotisme économique, géographique, culturel. Chaque pays a sa culture mais avec le patriotisme, nous devons nous respecter mutuellement », a-t-elle souligné. Ces femmes ont promis de vulgariser dans leurs familles et milieux de vie cette vision pour rapprocher les peuples de ces deux pays dont les rapports ont été émaillés ces dernières années par des accusations de déstabilisation mutuelle. Kinshasa a notamment accusé Kigali d'avoir soutenu la rébellion du M23 qui a ébranlé l'Est congolais pendant plus d'une année entre 2012 et 2013. Des militaires rwandais ont notamment été accusés de fournir matériel de guerre et formation à ces rebelles. Le Rwanda de son côté a toujours accusé la RDC d'être complaisante dans la traque des rebelles des FDLR (Forces démocratiques pour la libération du Rwanda) présents sur le sol congolais depuis le génocide rwandais de 1994. 5radio Okapi)

**Le deuxième forum mondial des femmes francophones s'ouvre à Kinshasa.** Le deuxième forum mondial des femmes francophones s'ouvre ce lundi 3 mars à Kinshasa, capitale de la RDC. Une rencontre placée sous le thème « Femmes actrices de développement ». Les femmes membres des gouvernements et des ONG qui viennent des 77 pays vont réfléchir pendant deux jours sur les actions à engager pour que chacune dans la société où elle est originaire puisse véritablement être actrice de développement.

**Banalia : un chef de secteur dénonce l'exploitation sexuelle des filles dans les mines.** Le chef de secteur de Mangi, Florent Agombe, dénonce l'exploitation sexuelle des filles, la plupart âgées de moins de 15 ans, dans les mines de son secteur et de celui de Panga, dans le territoire de Banalia, en Province Orientale. Les garçons sont exploités comme aides-orpailleurs. Florent Agombe appelle les autorités policières à s'investir pour retirer ces centaines d'enfants des carrières minières. De son côté, la police affirme que ses effectifs sont insuffisants pour faire face à cette situation.

**Nord-Kivu: des tirs d'obus font 3 blessés à Beni.** Trois personnes d'une même famille ont été blessées, dans la nuit de dimanche 2 mars, à Beni après que deux obus sont tombés sur leur habitation. Des sources sécuritaires à Beni ignorent encore l'origine de ces bombes qui sont tombées au quartier «Résidentiel», à une centaine de mètres du camp militaire Ozacaf.

**Enregistrement des églises du réveil: la lenteur administrative indexée.** Si les églises de réveil ne possèdent pas des titres leur permettant d'exercer leurs activités normalement, c'est à cause de la lenteur administrative des services de l'Etat sensés délivrer ces documents à Kinshasa, a déclaré dimanche 2 février à Lubumbashi l'évêque général des églises de réveil du Congo, Albert Kankienza. Il a demandé à l'Etat congolais de bien organiser ses services pour rendre la tâche facile aux églises. Depuis quelques semaines, les autorités congolaises ont sommé les églises évangéliques de s'enregistrer officiellement au risque d'être fermées.

**RDC: le plaidoyer de Geneviève Inagosi pour les femmes de l'espace francophone.** La ministre congolaise du Genre, Famille et Enfant, Geneviève Inagosi a appelé les femmes de l'espace francophone à participer effectivement au développement. Elle a lancé cet appel, lundi 3 mars, à l'ouverture du deuxième Forum mondial des femmes francophones, à Kinshasa. Elle a également plaidé pour la restauration d'une paix durable en RDC où, selon elle, les femmes souffrent de plusieurs maux dont l'analphabétisme, l'ignorance des droits, la pauvreté ainsi que les maladies. La ministre française déléguée à la Francophonie, Yamina Benguigui, s'est félicitée de l'engagement et la détermination de la femme de la francophonie à promouvoir la justice et l'égalité des sexes au sein de l'espace linguistique. La présidente centrafricaine, Catherine Samba a, elle, appelé au respect des droits de la femme au sein de l'espace francophone. Elle a également plaidé pour que la femme bénéficie des soins de santé appropriés, d'une bonne éducation ainsi que

d'une bonne formation pour un développement harmonieux dans la Francophonie. Catherine Samba a par ailleurs sollicité le soutien de la Francophonie aux Centrafricaines, en proie à des violences de toutes sortes. Les femmes membres des gouvernements et des ONG, venues des 77 pays, dont la présidente du Vietnam Nguyen Thi Doan, l'envoyée spéciale du secrétaire général de l'Onu dans les Grands lacs, Mary Robinson, les premières dames du Mali et de la RDC, prennent part à ce forum, placé sous le thème: «Femmes actrices de développement». Elles réfléchissent pendant deux jours sur les actions à engager pour que chacune dans la société où elle évolue puisse véritablement être actrice de développement. Le premier Forum mondial des femmes francophones s'est tenu en mars 2013 à Paris à l'initiative de la France. Il avait principalement porté sur les violences faites aux femmes dans les conflits armés et les crises politiques. (Radio Okapi)

**Des hommes en treillis non autrement identifiés ont abattu**, dans la nuit de dimanche 2 mars, deux hommes dont un journaliste, dans la localité de Kisoka, à une vingtaine de kilomètres de Goma (Nord-Kivu). Des témoins affirment que Mushwira, directeur des programmes de la radio Emmanuel, émettant à Goma, a reçu une balle à la jambe avant d'en recevoir plusieurs autres à la poitrine au moment où il discutait avec ses bourreaux.

**RDC : les évêques catholiques opposés au scrutin indirect pour les prochaines élections.** La Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco) est opposée à l'organisation des élections provinciales, municipales, urbaines et locales au suffrage indirect. Les évêques catholiques l'ont fait savoir dans une déclaration rendue publique ce lundi 3 mars à Kinshasa. Ils rejettent ainsi une proposition du président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), Abbé Malu Malu, formulée dans sa feuille de route électorale. « Les évêques disent que l'option ou l'hypothèse des élections au niveau provincial ou même au niveau municipal, urbain ou local au suffrage indirect n'est pas de nature à consolider notre démocratie », a déclaré le secrétaire général de la Cenco, abbé Léonard Santedi. Pour la Cenco, l'organisation des élections au suffrage indirect accroît le risque de manipulation et de corruption. « Les évêques demandent que les élections au niveau municipal, urbain et local se fassent par suffrage direct. Ceci pour consolider notre démocratie mais aussi pour permettre à la population, souverain primaire, d'exercer son droit reconnu par la constitution », expliquent les évêques dans leur communiqué. Dans le même document, la Cenco demande à la Ceni d'en finir avec le cycle électoral enclenché en 2011 avant de débiter un nouveau. Elle suggère ainsi que les élections provinciales soient organisées au premier trimestre 2015. Après l'organisation des élections présidentielle et législatives de 2011, la commission électorale n'a pas organisé les élections provinciales, sénatoriales, locales, urbaines et locales comme prévu. Dans la feuille de route de la poursuite du processus électoral en RDC présentée le 30 janvier dernier, le président de la Ceni a proposé deux hypothèses. Dans la première hypothèse, l'Abbé Malu Malu propose que la Ceni organise d'abord les élections municipales et locales au suffrage direct avant de poursuivre avec des élections au suffrage indirect des députés provinciaux, sénateurs, bourgmestres, gouverneurs, maires et conseillers urbains. C'est après cette étape que la Ceni pourra organiser des élections au suffrage universel direct des députés nationaux et du président de la République en 2016. Dans la seconde hypothèse, le président de la Ceni souhaite organiser d'abord des élections au suffrage universel direct des députés provinciaux, nationaux et du président de la République en 2016. Les élections au suffrage indirect des sénateurs, gouverneurs et vice-gouverneurs seront organisés en 2017. C'est la première hypothèse qui fait le plus polémique. Des organisations de la société civile l'ont rejetée, affirmant qu'elle nécessiterait la révision de la constitution. L'abbé Malu Malu avait aussi estimé indispensable la révision de quelques articles de la constitution pour mettre en pratique cette hypothèse. «On devrait, dans ce cas là [réviser] au niveau de la constitution un article qui concerne [le scrutin des] sénateurs et deux articles qui concernent les institutions provinciales: 197 et 198», avait fait savoir le président de la Ceni. (Radio Okapi)

**Joseph Kabila promet l'amélioration de la condition de la femme en RDC.** Le chef de l'Etat congolais, Joseph Kabila Kabange a assuré lundi 3 mars que grâce à l'amélioration de la situation sécuritaire dans la partie Est du pays, la condition de la femme congolaise allait également s'améliorer. «Nous sommes engagés à mettre fin à la souffrance de notre peuple et de la femme en particulier», a-t-il déclaré à l'ouverture du deuxième Forum mondial des femmes francophones à Kinshasa.

**RDC: Clément Kanku appelle à l'unité de l'opposition.** Le président du parti de l'opposition Mouvement pour le renouveau et coordonateur de la plateforme Union pour la nation, Clément Kanku, a demandé lundi 3 mars aux opposants congolais de s'unir pour proposer une alternative crédible en prévision des prochaines élections. Il estime que si l'opposition est unie, elle a toutes les chances de l'emporter lors des élections présidentielles et législatives de 2016.

**Nord-Kivu: 6 casques bleus de la Monusco blessés dans l'attaque de leur convoi à Beni.** Des hommes armés non autrement identifiés ont attaqué à la grenade ce lundi 3 mars dans la soirée un convoi de casques bleus népalais de la Monusco à Beni dans la province du Nord-Kivu. Des sources de la Monusco à Beni font état de six casques bleus blessés, dont deux grièvement.

**Mardi 4 mars.**

**Uvira : la milice MPDC annonce la fin de sa lutte armée.** Le Mouvement du peuple pour la défense du Congo (MPDC) a annoncé lundi 3 mars la fin de ses activités militaires et la poursuite de sa lutte en tant que parti politique. Son président, Me Ndigaya Ngezi, l'a fait savoir à la clôture de la mission du coordonnateur du programme pré-DDR à l'Est du pays, le général Delphin Kahimbi. Il était parti à Uvira pour sensibiliser les groupes armés au désarmement.

**Mbuji-Mayi: un greffier arrêté pour trafic d'êtres humains.** La Police nationale congolaise (PNC) a transféré à la cour d'appel de Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental) lundi 3 mars le dossier d'un greffier de cette cour, aux arrêts depuis quatre jours. Il est soupçonné d'entretenir un réseau de trafic de jeunes filles pour l'esclavage sexuel en Europe. La famille d'une victime, qui se trouve abandonnée à Kinshasa, réclame des dommages pour leur fille qui a arrêté les études pour se lancer dans cette aventure. C'est depuis jeudi dernier que le greffier de la cour d'appel de Mbuji-Mayi croupit au cachot de l'état major de la PNC. Son arrestation est consécutive à la plainte d'une veuve qui est sa voisine du quartier. Le greffier aurait, depuis, l'année dernière, proposé à la fille de sa voisine, un voyage en Russie pour poursuivre les cours de médecine. La jeune fille, étudiante en premier graduat de médecine à l'Université de Mbuji-Mayi, aurait cédé à l'offre sans en informer sa mère. Elle a pris l'avion et s'est rendu à Kinshasa afin de préparer son voyage pour la Russie. Sur place dans sa famille d'accueil à Kinshasa, affirme la victime, une des filles l'aurait conduite dans un débit de boisson. Par la suite, elle lui aurait exigé de «s'exercer davantage aux relations sexuelles», expliquant que c'est pour cela qu'elle était attendue en Russie. Révoltée par cette révélation, elle aurait tenté de joindre au téléphone le greffier resté à Mbuji-Mayi, sans succès. Alertée du sort de sa fille par une de ses voisines qui a reçu un coup de fil venant de Kinshasa, la mère a saisi le cabinet du gouverneur de province du Kasaï-Occidental ; avant de porter plainte à la police. Selon l'OPJ qui l'a entendu, le greffier serait passé aux aveux. La confrontation s'est déroulée lundi avant son transfèrement au parquet. (Radio Okapi)

**Kinshasa : une nouvelle cité de 152 maisons pour les agents de la Snel.** La cité Mzee Laurent Désiré Kabila destinée aux agents de la Société nationale d'électricité (Snel) a été inaugurée lundi 3 mars par le président de la République, Joseph Kabila. Cette cité est construite dans la concession jadis dénommée CPA, à Kinsuka dans la commune de Mont Ngafula. Seules 152 maisons sont habitables. Le reste des maisons ainsi que le complexe commercial et sportif prévus doivent encore être construits.

**Bandundu: 20 morts dans deux accidents de circulation sur la nationale n°1.** Une vingtaine de personnes sont mortes dans deux accidents de circulation survenus, dimanche 2 et lundi 3 mars, sur la nationale n°1 au Bandundu. La police de circulation routière (PCR) affirme qu'au premier accident, un véhicule en provenance du Bandundu transportant des produits agricoles a fini sa course dans la rivière Mai-Ndombe. 15 des 18 passagers à bord ont été tués. Une panne de frein et l'excès de vitesse seraient à la base cet accident, selon la PCR.

**Kasaï-Oriental: l'affectation de certains médecins et infirmiers contestée.** L'Ordre de médecins demande l'annulation de l'affectation des 38 médecins, 292 infirmiers et 28 administrateurs gestionnaires dans cette province. Dans une lettre adressée lundi 3 mars au gouverneur Alphonse Ngoy Kasanji, cette corporation a qualifié ces affectations d'irrégulières et elle a en outre dénoncé le fait que 4 médecins parmi ceux qui sont affectés ne sont pas inscrits sur son tableau.

**«Sauvons la RDC» totalise 12 000 signatures pour la démission de Malu-Malu de la Ceni.** La Coalition politique «Sauvons la RDC» affirme avoir déjà récolté 12 000 signatures dans le cadre de sa campagne pour réclamer la démission de l'abbé Apollinaire Malu-Malu, président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni). Au cours d'un point de presse lundi 3 mars à Kinshasa, le coordonnateur de cette plateforme, le député Martin Fayulu, a dénoncé l'interpellation dont ses collaborateurs et lui avaient fait l'objet de la part de la police il ya trois semaines. Quelques 300 signatures avaient été confisquées par les forces de l'ordre à cette occasion, a-t-il affirmé. Le député Fayulu promet que l'opération va s'étendre dans d'autres provinces du pays.

**RDC: près de 3 millions des déplacés ont besoin d'aide humanitaire, selon MSF.** Environ trois millions de déplacés ont besoin d'aide humanitaire à travers toute la RDC. C'est ce que révèle le rapport annuel de Médecins sans frontière (MSF), intitulé «l'urgence au quotidien: souffrance silencieuse en RDC», publié lundi 3 mars à Kinshasa. Dans ce document, cette organisation demande au gouvernement congolais et aux bailleurs des fonds de prendre en charge de manière adéquate les besoins médicaux humanitaires des personnes qui ont été contraintes de quitter leurs maisons pour fuir la guerre.

**RDC : la Lizadeel déplore l'aggravation de l'exploitation sexuelle.** La Ligue de la zone Afrique pour la défense des droits des enfants, étudiants et élèves (Lizadeel) déplore l'aggravation de l'exploitation sexuelle en RDC. Le président de cette ONG, Joseph Kayembe, affirme que cette pratique est désormais courante

dans plusieurs milieux. Il a dénoncé ce phénomène ce mardi 4 mars à l'occasion de la célébration de la journée mondiale de lutte contre l'exploitation sexuelle

**Les femmes francophones réclament la promotion de leurs droits.** Le deuxième Forum mondial des femmes francophones s'est clôturé ce mardi 4 mars à Kinshasa. Dans les recommandations qu'elles ont formulées à la clôture de cette rencontre, les participantes ont plaidé pour plus de promotion des droits de la femme. Elles ont estimé qu'une femme servira de moteur de développement si elle se trouve dans de bonnes conditions de vie et de travail. Les femmes qui ont pris part à ce forum ont adressé trois séries de recommandations. Aux chefs d'Etat et de gouvernement des pays francophones, elles demandent l'intégration de l'égalité entre les hommes et les femmes dans leurs politiques de gouvernance. Les participantes au forum ont également invité l'Organisation internationale de la Francophonie à pérenniser l'organisation de cette rencontre. Le premier forum des femmes francophones s'est tenu à Paris en mars 2013. Les femmes francophones ont enfin exhorté la société civile à travailler en réseau pour accompagner les gouvernements dans leurs politiques de promotion des droits des femmes. La ministre française déléguée à la Francophonie, Yamina Benguigui, est l'une des oratrices qui ont pris la parole lors de cette cérémonie de clôture. « Chacune de vos recommandations est une fêlure que nous faisons dans le plafond de verre. Notre stratégie est la stratégie de la brèche. Et partout où nous pourrions nous infiltrer pour faire avancer les droits des femmes, nous le ferons », a-t-elle lancé. Pour sa part, la ministre congolaise du Genre, Geneviève Inagosi, a plaidé pour une intensification des échanges sur les expériences et les bonnes pratiques en matière de promotion du rôle des femmes dans les activités économiques des pays de l'espace francophone. Toutes les résolutions adoptées au cours de ce forum seront transmises au 15e sommet de la francophonie prévu au mois de juin prochain à Dakar au Sénégal. Plusieurs personnalités ont participé à ce forum de Kinshasa. Parmi elles, on a notamment compté Olive Lembe Kabila, première dame de la RDC, Aminata Maiga, première dame du Mali, Catherine Samba-Panza, la présidente centrafricaine ainsi que Mary Robinson, l'envoyée spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour la Région des Grands Lacs. (Radio Okapi)

**Sud-Kivu: la société civile réclame une commission pour l'application de l'amnistie.** La société civile du Sud-Kivu plaide pour la mise en place d'une commission de mise en application, de suivi et d'évaluation de la loi sur l'amnistie des faits insurrectionnels, faits de guerre et infractions politiques. Elle a lancé son appel, dans un mémorandum adressé, lundi 3 mars, au Premier ministre Matata Ponyo pour réclamer la mise en place de cette commission.

**Katanga: reprise de la pêche après 3 mois de suspension.** Le gouvernement provincial du Katanga a ordonné, dimanche 2 mars, l'ouverture de la pêche sur les cours d'eau de cette province, trois mois après la suspension de cette activité afin de faciliter la reproduction des espèces aquatiques.

**Beni : 500 USD pour celui qui livrera les informations sur le lanceur des grenades.** En l'espace de deux jours, deux obus ont été lancés sur une habitation en pleine ville et un convoi de l'Onu a été attaqué à la grenade, blessant six casques bleus à Beni, dans le nord de la province du Nord-Kivu. Pour tenter de stopper cette nouvelle forme d'insécurité dans cette ville, le deuxième du Nord-Kivu, le maire Nyonyi Bwanakawa promet une prime de 500 dollars américains à celui qui livrera aux autorités les informations sur le lanceur des grenades.

**Nord-Kivu: 1 500 ex-miliciens envoyés à Kitona et Kamina.** Plus de 1 500 ex-miliciens regroupés depuis quelques semaines à Bweremana au Nord-Kivu ont été envoyés le lundi 3 mars dans les centres de formation militaire de Kitona (Bas-Congo) et Kamina (Katanga). A en croire le responsable de ce centre, colonel Banza Mufwankolo, les femmes et les enfants de ces ex-miliciens, estimés à 3 157, attendent encore à Bweremana avant leur départ pour Kitona et Kamina.

**Ituri: des députés provinciaux dénoncent la fraude à la frontière ougandaise.** Un groupe des six députés provinciaux en mission parlementaire en Ituri (Province Orientale) a dénoncé, mardi 4 mars, l'augmentation de la fraude à la frontière entre la RDC et l'Ouganda, précisément dans les territoires d'Aru et de Mahagi. Le député Faustin Lokinda qui conduit cette mission évoque notamment l'entrée frauduleuse des marchandises à l'aide de vélos, motos et d'autres moyens de transport dérisoires. Outre la fraude, ces députés ont également déploré l'anarchie dans certains services publics à la frontière. «Les services qui devaient travailler au niveau de la frontière, n'ayant plus accès aux finances qui sont aujourd'hui informatisées, ça pose problème. Il y a vraiment conflit entre les services de l'Etat au niveau de la frontière. C'est ce qui fait que les opérateurs économiques soient victimes de cette situation. Aujourd'hui, beaucoup d'entre eux opèrent dans l'informel, dans le contrebande et la fraude», a témoigné Faustin Lokinda.

**Mercredi 5 mars.**

**Bas-Congo : les PVV dénoncent la stigmatisation à leur endroit.** Le chargé de sensibilisation de l'ONG «Soleil du monde» et porte-parole des Personnes vivant avec le VIH (PVV) au Bas Congo, Taty Banza,

invite la population de cette province à cesser toute forme de discrimination à leur endroit. A l'ouverture mardi 4 mars d'une formation de deux semaines en faveur de 30 ambassadeurs des PVV à Matadi, M. Banza a plaidé pour le soutien de ces personnes vulnérables, souvent rejetées par la société. Pour sa part, la ministre provinciale du genre a prévenu que cette stigmatisation est condamnée par la loi.

**Kinshasa : les hautes instances judiciaires bientôt réunies dans un seul bâtiment.** Les bureaux des hautes instances judiciaires congolaises à Kinshasa seront désormais réunis dans un même immeuble de quatre étages érigé sur la place de l'indépendance, non loin du palais de Justice et du ministère des Affaires étrangères, dans la commune de la Gombe. Le bâtiment a été construit par la société Safricas, grâce à un financement du Fond européen pour le développement, à hauteur de 6 millions de dollars américains. La cérémonie de remise des clés aux autorités congolaises a eu lieu mardi 4 mars dans la capitale congolaise.

**Nord-Kivu: les Fardc délogent les APCLS de 6 localités à Masisi.** Les Forces armées de la RDC ont délogé, en trois semaines, les miliciens de l'Alliance des Patriotes pour un Congo Libre et Souverain (APCLS) et leurs alliés Nyatura de six localités du territoire de Masisi (Nord-Kivu). La société civile de Masisi-centre qui livre cette information ignore encore le bilan de ces affrontements et affirme que plusieurs populations de la contrée se sont réfugiées en brousse.

**Kanyabayonga: le casse-tête des bêtes en divagation.** Plus de 300 chèvres et 84 porcs sont en divagation permanente dans la cité de Kanyabayonga au Nord-Kivu, selon le rapport d'une étude publié lundi 3 mars par une équipe d'étudiants de l'Institut supérieur de développement rural de Kitchobiro, site de Kanyabayonga. Les éleveurs disent laisser leurs animaux circuler librement pour les protéger contre les vols. Ce que rejette le service vétérinaire, indiquant que ces animaux transmettent des maladies à la population locale.

**Katanga: rupture de médicaments contre le choléra à Kabondo Dianda.** La zone de santé de Kabondo Dianda dans le territoire de Bukama au Katanga fait face à la rupture de stock d'intrants pour la prise en charge des cas de choléra. Depuis quatre jours, il n'y a plus un seul litre de sérum, ont indiqué mercredi 5 mars les responsables de la zone de santé, alors que la maladie continue de sévir. Trois décès ont été enregistrés lundi au village de Lulu Mpanda. Conséquence, certains habitants ont commencé à fuir leurs localités par peur d'être contaminés.

**Equateur: huit enfants décédés de l'anémie à Yolombo.** Huit enfants de 0 à 5 ans sont morts, mardi 4 mars, des suites de l'anémie due au paludisme dans l'aire de santé de Yolombo, située à plus de 1014 km à l'Est de Mbandaka (Equateur). Information livrée ce mercredi dans la matinée par la société civile d'Ikela est confirmée par l'infirmier titulaire de Yolombo.

**RDC: légère baisse des cas de violations des droits de l'homme en janvier.** Le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH) a recensé 173 violations de droits de l'homme au mois de janvier en RDC. C'est 13,5% de cas en moins qu'en décembre 2013 où 200 cas de violations des droits de l'homme avaient été enregistrés par le même bureau. C'est ce qu'a révélé, mercredi 5 mars à Kinshasa, Scott Campbell, directeur du BCNUDH en RDC.

**Lubero: des militaires accusés d'extorsion sur les routes de desserte agricole.** La société civile du territoire de Lubero au Nord-Kivu dénonce les tracasseries militaires sur les axes routiers Alimbongo-Mbingi et Mighobwe- Mbingi, à plus de 100 km au sud de Butembo. Des barrières sont érigées par les militaires sur ces routes de desserte agricole depuis un mois, a annoncé mercredi 5 mars le président de cette organisation citoyenne. D'après les témoignages de certains chauffeurs et conducteurs des motos, les militaires exigent 5 dollars américains à chaque véhicule avant de traverser ces barrières.

**RDC: la condamnation du pasteur Denis Lessie réduite à 15 mois en appel.** La Cour militaire de Kinshasa/Gombe a réduit en appel à 15 mois de prison la condamnation du pasteur Denis Lessie dans l'affaire qui l'opposait à Jean-Baptiste Ntawa, ancien ministre congolais du Budget. En première instance, il avait été condamné à 10 ans de servitude pénale. Le pasteur qui a déjà passé 12 mois en prison en sortira dans trois mois.

**Malemba Nkulu: les éléphants ravagent 10 hectares des champs en une journée.** Plus de 10 hectares des champs ont été ravagés samedi 1er mars par les éléphants dans la chefferie Nkulu, territoire de Malemba Nkulu au Katanga, a annoncé dimanche le chef de cette chefferie, Edmond Nkulu. Il en appelle à l'implication des autorités politico administratives pour faire face à la menace de ces pachydermes devenue permanente. La présence des pachydermes dans la chefferie Nkulu est à la base de la destruction des cultures et rend difficile l'accès à certaines localités de la zone. Selon le chef de la chefferie Nkulu, Edmond Kayumba, ces animaux rodent également autour des habitations, empêchant les personnes à vaquer librement à leurs activités quotidiennes. Selon des sources locales, les éléphants circulent le long du fleuve

Congo et autres cours d'eau de cette chefferie. La population locale éprouve ainsi d'énormes difficultés pour se ravitailler en produits vivriers ou manufacturiers. Edmond Kayumba appelle les autorités politico-administratives à autoriser le refoulement de ces animaux, «afin d'épargner des vies humaines.» De son côté, le commissaire de district adjoint chargé des questions politiques et administratives, Célestin Mayamba, affirme avoir déjà informé les responsables de l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) de cette situation. Pour lutter contre la divagation des pachydermes, selon lui, il faudrait aussi mettre fin au braconnage. Ces éléphants ravageurs, rappelle Célestin Mayamba, ont fait plusieurs victimes l'année dernière dans le même territoire. Ils avaient tué huit personnes en août 2013 dans les localités de Mangi et Kipamba. A l'époque, Felix Mbayo, le directeur provincial de l'ICCN, affirmait que plus de cent cinquante pachydermes rôdaient autour d'un affluent du fleuve Congo, appelé «Lualaba» dans cette partie du Katanga. (Radio Okapi)

#### **Jeudi 6 mars.**

**L'UNC accuse la police d'avoir interpellé à tort ses militants à Kinshasa.** L'Union pour la nation congolaise (UNC) de Vital Kamerhe dénonce l'interpellation, mercredi 5 mars, d'une quarantaine de ses militants partis accueillir à l'aéroport de N'djili leur leader qui devait revenir de Bukavu mais qui n'est finalement plus arrivé. Le secrétaire général de l'UNC, Jean-Bertrand Ewanga affirme que ces militants ont été arrêtés à leur retour de l'aéroport. Vital Kamerhe n'est plus revenu comme prévu à cause d'une panne de l'avion de la CAA qui devait le ramener à Kinshasa, ont expliqué les responsables de cette compagnie aérienne.

**Katanga : 20 000 creuseurs artisanaux ont envahi la carrière de Lupoto.** La Gécamines dénonce l'occupation illégale de sa carrière de Lupoto par plus de vingt mille creuseurs artisanaux. Le président intérimaire de l'inter syndical de la Gécamines, Meshac Kasongo Mabwisha a déclaré mercredi 5 mars que son entreprise souhaite déloger ces creuseurs le plutôt possible. Ils ont reconquis cette carrière après en avoir été chassés fin 2013.

**Katanga : les casques bleus égyptiens déployés à Pweto.** Une unité d'intervention de casques bleus égyptiens de la Mission de l'Onu en RDC (Monusco) a été déployée mercredi 5 mars à Pweto, dans le nord du Katanga. Avec les territoires de Mitwaba et Manono, Pweto fait partie de la région surnommée le triangle de la mort à cause de l'insécurité qu'y sèment plusieurs groupes armés, notamment les Bakata Katanga. L'administrateur du territoire de Pweto, Celestin Ngombe-Mwamba, s'est dit rassuré par cette présence.

**Kasai-Oriental: un cadre de la direction des recettes suspendu pour détournement de fonds.** Le chef de division de recouvrement de la direction provinciale des recettes (DPR), Daniel Misakabo Kalonji a été suspendu de ses fonctions. La décision a été publiée dans un arrêté du Gouverneur de province, mardi 4 mars. Ce cadre de la DPR est accusé de détournement de 800 000 Francs congolais soit près de 870 dollars américains et d'usage de faux.

**Nord-Kivu: 9 personnes assassinées en un mois à Sake.** Neuf cas d'assassinats ont été enregistrés en un mois dans la localité de Sake, située à 27 km à l'Ouest de Goma (Nord-Kivu). Le président de la société civile de Sake, Wete Mwami Yenga Yenga qui livre cette information ignore encore les auteurs de ces actes ignobles et appelle les habitants à dénoncer toute présence suspecte dans leurs milieux. Selon la même source, un opérateur économique a été abattu mardi à Kasengesi, à 20 km à l'Ouest de Goma, sur la route Goma-Sake (Nord-Kivu).

**Walikale: les chefs miliciens appelés à intégrer l'armée pour protéger la population.** La Société civile de Walikale, dans le Nord-Kivu, appelle les chefs des groupes armés de ce territoire à intégrer le processus de démobilisation afin de rejoindre l'armée et de devenir des protecteurs de la population. Dans cet appel lancé jeudi 6 mars, le vice-président de cette structure, Apollinaire Mibeko, a aussi invité ces chefs de guerre «d'avoir pitié de la population qui ne sait plus à quel saint se vouer». M. Mibeko regrette cependant que cet appel aux rebelles à rendre les armes ne soit devenu un message de routine.

**Nord-Kivu : les parents d'élèves plaident pour la réhabilitation de 29 écoles insalubres.** Les parents d'élèves de Kalehe plaident pour la réhabilitation de 29 écoles conventionnées catholiques devenues totalement insalubres dans ce territoire du Nord-Kivu. Selon le conseiller résident des écoles catholiques, Jacques Buhuru Shekarato, ces bâtiments qui datent de l'époque coloniale n'ont pas résisté à la violence des pluies, ni au passage des déplacés causés par divers conflits dans la région. Ces derniers se sont parfois servis des bancs et des plafonds comme bois de chauffage. M. Shekarato s'inquiète de la qualité de l'enseignement apporté aux élèves dans ces conditions.

**Une tonne et demi de produits impropres à la consommation incinérés à Kalima.** Le service de l'environnement de la cité de Kalima au Maniema a incinéré le mercredi 5 mars plus d'une tonne et demi de



boissons sucrées, produits pharmaceutiques, laits de beauté et autres produits manufacturés impropres à la consommation. Le superviseur de ce service, Barthélemy Kayumba Maliamacho, explique que la lutte contre la vente des produits impropres à la consommation doit concerner tout le monde, et pas seulement son service.

**Idiofa: les chefs locaux sollicités dans l'élaboration de la cartographie électorale.** La Commission électorale nationale indépendante (Ceni) sollicite l'implication des chefs traditionnels dans l'élaboration de la cartographie électorale, en territoire d'Idiofa (Bandundu). Le rapporteur-adjoint de la Ceni, Onésime Kukatula a lancé cet appel, mercredi 5 mars, pendant qu'il supervisait la formation des collecteurs des données sur les prochaines élections. Il a demandé aux chefs coutumiers de fournir des informations nécessaires aux agents de la Ceni afin de faciliter l'élaboration de la cartographie électorale.

**Beni: 3 à 20 ans de prison pour 14 prévenus condamnés pour viols et meurtres.** Quatorze prévenus ont été condamnés le jeudi 6 mars par le Tribunal de grande instance siège secondaire de Beni à des peines allant de 3 à 20 ans de prison pour viols et meurtres. Ces verdicts ont été rendus au terme des audiences foraines organisées depuis le 28 février au Stade de Mangina, à environ 30 kilomètres de la ville de Beni.

**Ituri: la DGDA assure lutter contre la fraude douanière.** Reprochée par des députés provinciaux de ne pas en faire assez, la Direction générale des douanes et accises (DGDA) assure lutter efficacement contre la fraude douanière en Ituri, à la frontière ougandaise. Le directeur provincial de cette région, Jean-Baptiste Nkongolo Kabila, affirme que les rares cas de fraudes encore signalés à travers cette frontière sont en voie d'être endigués.

Selon lui, l'augmentation de recettes douanières en Ituri prouve que les efforts faits pour limiter la fraude donnent des résultats. Entre 2009 et 2014, affirme Jean-Baptiste Nkongolo, ces recettes sont passées de 11 à 94 milliards de francs congolais (environ 11 à 94 millions de dollars américains). Un groupe des six députés provinciaux en mission parlementaire en Ituri a dénoncé le mardi 4 mars dernier l'augmentation de la fraude à la frontière entre la RDC et l'Ouganda, précisément dans les territoires d'Aru et de Mahagi. Le député Faustin Lokinda qui avait conduit cette mission a notamment évoqué l'entrée frauduleuse des marchandises à l'aide de vélos, motos et d'autres moyens de transport dérisoires. (Radio Okapi)

**Vendredi 7 mars.**

**L'Union européenne accorde à la RDC une aide de 620 millions d'euros.** L'Union européenne va accorder à la RDC une aide au développement de 620 millions d'euros (environ 861 millions de dollars américains) pour la période 2014-2020. Cette aide connaît une augmentation de 20% par rapport celle de l'exercice précédent. C'est ce qu'a annoncé, jeudi 6 mars à Goma, le commissaire européen chargé du développement, Andris Piebalgs qui a clôturé une mission de 48 heures dans cette ville du Nord-Kivu.

**Equateur: un policier tire sur des manifestants, un mort et deux blessés graves.** Un policier a ouvert le feu sur une foule de manifestants qui s'opposaient à l'arrestation d'un élève jeudi 6 mars à Bokakata, localité à 47 Km de Basankusu (Equateur). Le bilan fait état d'un mort et deux blessés graves. L'agent de l'ordre était mandaté par son commandant pour arrêter un élève, qui ne parvenait pas à payer sa dette à un étudiant.

**Le ministre Vunabandi salue l'action des femmes volontaires de la RDC.** Les organisations féminines congolaises ont joué un rôle de premier plan dans la prise en charge des victimes de multiples guerres qui ont sévi pendant plusieurs années en RDC. Le ministre du Plan, Célestin Vunabandi, l'a déclaré à l'ouverture jeudi 6 mars d'une série de manifestations organisées à Kinshasa en prélude à la Journée internationale de la Femme. Plusieurs dizaines d'organisations féminines de la RDC s'investissent volontairement dans le développement de leur communauté. Sans attendre d'être payées ni récompensées, ces femmes congolaises acceptent de donner leur vie au service des victimes de la guerre, des violences multiformes et de la misère, a-t-il indiqué.

**Katanga : une cinquantaine de casques bleus égyptiens se déploient à Pweto.** Le déploiement d'une cinquantaine de militaires du contingent égyptien de la Mission de l'Onu en RDC (Monusco) à Pweto (Katanga) a commencé mercredi 6 mars. Le commandant de la force de la Monusco dans cette province affirme que ces soldats de la paix vont appuyer l'armée congolaise dans les opérations de traque des miliciens Mai-Mai Bakata Katanga, responsables de nombreux actes de violence dans cette région. Ce déploiement avait été demandé au chef de la Monusco, Martin Kobler, par la Société civile du Katanga au cours d'un entretien le 8 février dernier.

**RDC: Germain Katanga reconnu coupable de crimes de guerre et crimes contre l'humanité.** La Chambre de première instance II de la Cour pénale internationale (CPI) a reconnu vendredi 7 mars le chef milicien Germain Katanga coupable d'un crime contre l'humanité (meurtre) et de quatre crimes de guerre (meurtre, attaque contre une population civile, destruction de biens et pillage) commis le 24 février 2003,

lors de l'attaque lancée contre le village de Bogoro, district de l'Ituri, en République démocratique du Congo (RDC). La juge Christine Van den Wyngaert a joint au jugement une opinion dissidente. « Des décisions sur la fixation de la peine puis sur les réparations pour les victimes seront rendues prochainement », indique la CPI dans un communiqué. Au vu des dépositions des témoins et des différents éléments de preuve produits devant la Chambre, il a été établi au-delà de tout doute raisonnable, que Germain Katanga avait contribué de manière significative à la commission des crimes par la milice Ngiti dans le village de Bogoro, indique la CPI. La Chambre a conclu que Germain Katanga avait agi tout en ayant connaissance du projet criminel contre les membres de l'ethnie Hema vivant à Bogoro. « Germain Katanga avait été l'intermédiaire privilégié entre les fournisseurs d'armes et de munitions et les auteurs matériels des crimes qui feront usage de cet armement à Bogoro », précise le jugement de la CPI. Initialement accusé d'être auteur principal, Germain Katanga a finalement été reconnu complice des crimes commis à Bogoro après une requalification de sa responsabilité dans la commission de ces crimes. « Il a contribué à renforcer les capacités de frappe de la milice Ngiti à l'origine des crimes commis à Bogoro le 24 février 2003. Il a contribué aussi, grâce à la position qu'il occupait à Aveba, seule localité de la collectivité disposant d'un aéroport apte à recevoir des appareils transportant des armes, à équiper cette milice et à lui permettre de fonctionner de manière organisée et efficace. Son intervention a permis à la milice de bénéficier de moyens logistiques dont elle ne disposait pas qui lui ont permis d'assurer sa supériorité militaire face à leur adversaire », indique la chambre première instance II. Mais il n'a pas été démontré qu'il avait la capacité de donner des ordres, d'en assurer l'exécution ou de sanctionner les commandants de différents camps. Le Procureur et la Défense peuvent faire appel de ce jugement dans un délai de 30 jours. (Radio Okapi)

**RDC : 300 personnes pourraient bénéficier d'une amnistie pour faits insurrectionnels.** Trois cents personnes, dont des membres du mouvement insurrectionnel de février 2011, devraient bénéficier d'une amnistie pour faits insurrectionnels, a indiqué vendredi 7 mars la Cour militaire. Il y a cependant une procédure à suivre, notamment la signature par chacun des candidats à cette grâce d'un engagement personnel, par écrit, sur l'honneur, à ne plus commettre les actes qui font l'objet de l'amnistie. La plupart de ces insurgés sont détenus à la Prison centrale de Makala, à Kinshasa.

**Province Orientale: les évêques satisfaits de la réhabilitation des routes et de la sécurité.** Certains coins de la Province Orientale sont désenclavés grâce à la réhabilitation des routes et d'autres deviennent plus sécurisés. Les évêques catholiques des neuf diocèses de cette province ont encouragé le gouvernement de Jean Bamanisa pour ces actions accomplies, une année après son investiture, dans un message remis jeudi 6 mars au vice-gouverneur et gouverneur intérimaire, Pascal Mombi Opana, à l'issue de leur assemblée épiscopale ordinaire de Kisangani. Le secrétaire de l'Assemblée épiscopale de Kisangani, l'abbé Archange Kampi a tout de même affirmé que les évêques sont inquiets des quelques cas de tracasseries judiciaires, de règlement de comptes et d'impunité.

**Uvira: les autorités interdisent les constructions au bord du lac Tanganyika.** Les services de l'Urbanisme, de l'Habitat et l'Inspection de l'environnement et conservation de la nature d'Uvira ont interdit la construction des maisons à moins de 50 mètres des rives du lac Tanganyika et des rivières de cette cité du Sud-Kivu. Dans un communiqué publié le mercredi 5 mars, ces services indiquent que ces constructions polluent ces cours d'eau et menacent la vie de leurs occupants. D'importants dégâts matériels et humains ont été enregistrés à Uvira lors des pluies qui ont occasionné les crues des cours d'eau. Les principales victimes étaient les personnes habitant les maisons construites au bord du lac et des rivières. Selon le responsable du service de l'habitat, Shelinda Shelin, des centaines de maisons sont envahies et détruites par les eaux du lac Tanganyika depuis le début de la saison pluvieuse dans la région. Il accuse les propriétaires de ces habitations de n'avoir pas respecté la limite de 50 mètres exigée pour construire au bord d'un cours d'eau. Pour le chargé de conservation de la nature à Uvira, les constructions réalisées le long des rivières et du Lac Tanganyika sont l'une des causes de pollution de ces cours d'eau. (Radio Okapi)

**Gisèle Kalala : «Les femmes doivent faire leurs preuves plus que les hommes».** «La conception congolaise, c'est que ce sont d'abord les hommes qui savent bien commander. Les femmes doivent faire leurs preuves», affirme Gisèle Kalala, une femme architecte interrogée par Radio Okapi sur les conditions des femmes dans ce milieu professionnel fortement masculin. Mme Kabamba reconnaît l'existence d'obstacles à l'intégration des femmes dans ce milieu comme dans la plupart de ceux dominés par les hommes.

**Sud-Kivu : des jeunes de Mutarule formés à la résolution pacifique des conflits.** L'association «Initiative pour la réconciliation communautaire» a formé jeudi 6 mars des jeunes de la localité de Mutarule, à 8 km de la cité de Sange (Sud-Kivu), à la résolution pacifique des conflits. Selon le coordonateur de cette organisation, Georges Bani Libenga, l'objectif est de faire de ces jeunes des leaders pour la promotion de paix et la résolution pacifique des conflits communautaires.

**Kinshasa: le retour de Kamerhe émaillé d'agitations.** Le retour du président de l'Union pour la nation congolaise (UNC), Vital Kamerhe, jeudi 6 mars dans la soirée à Kinshasa, a été émaillé d'agitations à l'aéroport de Nd'jili. Le secrétaire général de ce parti de l'opposition, Bertrand Ewanga a confié, vendredi 7 mars à Radio Okapi, que certains de ses militants ont été brutalisés par les forces de l'ordre.

**RDC: le gouvernement satisfait du succès des FARDC sur les ADF à Beni.** Le gouvernement congolais s'est dit satisfait du succès des Forces armées de la RDC sur les rebelles ougandais de l'ADF dans le territoire de Beni (Nord-Kivu). Le porte-parole du gouvernement, Lambert Mende, l'a dit vendredi 7 mars au cours d'une conférence de presse à Kinshasa. Il a indiqué que ces rebelles sont actuellement aux abois et ils se retrouvent en débandade.

**RDC: Martin Kobler salue le verdict de la CPI contre Germain Katanga.** Le patron de la Monusco, Martin Kobler a salué, dans un communiqué parvenu vendredi 7 mars à Radio Okapi, le verdict de la Cour pénale internationale (CPI) qui a reconnu l'ex-chef milicien, Germain Katanga, coupable d'un crime contre l'humanité (meurtre) et de quatre crimes de guerre (meurtre, attaque contre une population civile, destruction de biens et pillage).

**Equateur: 200 enfants décédés d'anémie en 3 mois à Ikela.** Deux cents enfants sont morts d'anémie sur les six cents cas enregistrés, en trois mois, en territoire d'Ikela, dans le district de la Tshuapa (Equateur). Selon la Caritas diocésain de Bokungu-Ikela, les victimes présentent toutes les mêmes signes à savoir: des faiblesses accompagnées de fièvre et d'anémie. Le directeur du bureau diocésain de développement de Bokungu-Ikela, Roger Enyeka, a indiqué que l'aggravation des cas de décès est due au manque des médicaments dans les structures de santé de la place.

**Samedi 8 mars.**

**Journée de la femme: Ban Ki-moon appelle à l'égalité des sexes.** Le Secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-moon, appelle à l'égalité du genre dans le monde. Il a lancé cet appel à l'occasion de la journée internationale de la femme, célébrée le 8 mars, sous le thème: «L'égalité pour les femmes, c'est le progrès pour toutes et tous».

**Bukavu: lancement du mouvement V-Men en faveur de l'égalité du genre.** Le Mouvement V-Men RD Congo a été lancé vendredi 7 mars à Bukavu au Sud-Kivu. Le but de ce mouvement, parrainé par le célèbre gynécologue congolais Denis Mukwege, est de mobiliser les hommes aux côtés des femmes dans leur lutte pour une société plus juste, où hommes et femmes jouissent de mêmes droits et où doit cesser toute violence vis-à-vis des femmes. Le docteur Mukwege explique que la lutte que va mener ce mouvement sur terrain consistera à sauvegarder le genre humain : «Pendant plus de 100 ans, les femmes se sont battus pour avoir différents droits. Nous pensons que la lutte des femmes est une lutte juste, mais c'est une lutte également pour notre humanité. Je pense que toutes les violences qui se font contre la femme se font contre notre propre humanité. Et cette humanité commune pour laquelle les femmes se battent pour protéger l'espèce, il faut absolument que la part des hommes dans cette lutte puisse apparaître.» Ce mouvement a été lancé il y a six ans à New-York (Etats-Unis), a-t-il rappelé. « Aujourd'hui nous sommes très heureux de pouvoir le lancer également au Congo. Une femme agressée en public dans notre ville s'est exclamée : «où sont les hommes ?» Aujourd'hui, nous voulons dire 'les hommes sont là', a poursuivi le directeur de l'hôpital Panzi qui soigne gratuitement les femmes victimes de violences sexuelles à Bukavu. Dans son message de circonstance, D. Mukwege a appelé tous les hommes à se mobiliser pour la cause la femme: «Nous voulons que ce mouvement soit un mouvement de tous les hommes. Nous espérons que tous les hommes qui apprendront la naissance de ce mouvement vont s'inscrire pour dire un message très fort aux femmes : nous sommes là, nous voulons être avec vous, nous voulons nous battre avec vous, contre toute tentative d'élimination de notre espèce qui passe par l'élimination de la femme.» (Radio Okapi)

**RDC: 10 compagnies aériennes interdites d'exploitation.** Des licences d'exploitation ont été retirées à dix compagnies en RDC. Les avions de ces compagnies, dont au moins la moitié est opérationnelle, seront cloués au sol, a annoncé le ministre des Transports et Voies de communication, Justin Kalumba, vendredi 7 mars. Selon lui, il s'agit d'une recommandation de l'Association du transport aérien international (IATA); dans la perspective de l'assainissement du secteur aérien en RDC, dont le niveau de sécurité et de sûreté est parmi les plus bas au monde. Les compagnies frappées par cette mesure de retrait de licences sont : Air Baraka, Cetraca Aviation Service, Gisair, Goma Express, General Transports Airways, Katanga Express, Lubumbashi Air Service, Pegassus Aviation, Sion Airlines, Trace Congo Aviation. Justin Kalumba mesure les conséquences de sa décision, mais déclare avoir fait un choix de la raison. (Radio Okapi)

**Journée de la femme: plaidoyer pour la scolarisation de jeunes filles en RDC.** Plusieurs manifestations sont organisées dans les grandes villes de la RDC pour marquer la célébration de la Journée internationale de la femme. A travers des cérémonies officielles notamment à Kinshasa, Bukavu, Kindu, un plaidoyer a été fait

en faveur de la promotion et protection des droits de la femme dans ce pays. La jeune fille devrait avoir les mêmes chances d'étudier que le garçon, ont souhaité les ministres de l'EPSP et du Genre.

**Kanyabayonga : plusieurs cas de violations de droits de l'Homme, selon les ONG.** Des violations graves des droits de l'Homme ont été commises au cours de ces deux derniers mois à Kanyabayonga. Les ONG de droits de l'Homme et la Société civile du territoire de Lubero ont accusé les militaires et les groupes armés d'être auteurs de ces violations au cours de l'atelier organisé depuis samedi 8 mars à Kirumba par l'ASADHO. Ils demandent à la hiérarchie militaire de planifier les opérations de traque au plus tôt contre les groupes armés actifs dans le territoire, et de bien maîtriser les militaires incontrôlés. Le vice-président provincial de l'Asadho, Justin Kyatsinge Saiba, parle de l'enrôlement des jeunes enfants dans les milices, de 8 cas de meurtre, de 17 cas d'assassinats, de 17 positions armées pour extorquer nourriture et argent et de 47 cas de viols identifiés.

**Jif: le monde célèbre l'importance de la femme dans tous les secteurs, selon Martin Kobler.** La Monusco et l'ONUFEM ont réitéré, samedi 8 mars, leurs engagements aux côtés des femmes congolaises dans le combat pour leur dignité, leur promotion sociale et l'exercice effectif de tous leurs droits. « Ce que nous célébrons aujourd'hui, ce n'est pas une journée unique pour les femmes, mais l'importance sociale, économique, politique et culturelle de toutes les femmes chaque jour de l'année », a souligné Martin Kobler, patron de la Monusco, à l'occasion de la journée internationale de la femme.

Plaidoyer pour la prolongation de la mission d'Oxfam en Ituri. Les médecins chefs de zones de santé des districts sanitaires de Djugu et de Bunia en Ituri demandent à l'ONG Oxfam Québec de prolonger de deux ans le programme de la lutte contre la transmission du VIH/sida de la mère à l'enfant (PTME). Ils l'ont exprimé vendredi 7 mars à Bunia lors de la clôture d'un atelier axé sur les stratégies de pérennisation de ce programme lancé en 2012 et qui doit prendre fin d'ici fin décembre 2014. «Le désengagement, de la façon dont on annonce pour fin décembre, c'est précoce. Mais, nous pensons qu'en prolongeant de deux ans, les zones de santé vont d'abord s'approprier [les acquis de ce programme]. Ensuite, elles seront responsabilisées par rapport à ce qu'elles doivent faire. En plus, elles vont maintenant préparer un plan de sortie pour pérenniser les activités afin que, même si les partenaires partaient, elles auront déjà mobilisé les ressources pour avoir la ligne de crédit et s'approvisionner en médicaments essentiels et spécifiques au niveau de Cadimebu, qui est la centrale de distribution régionale des médicaments.» (Radio Okapi)

#### **Dimanche 9 mars.**

**Plus de 4 000 jeunes militaires congolais formés au centre d'instruction de Mura.** Plus de quatre mille jeunes militaires congolais ont achevé le samedi 8 mars leur formation au centre d'instruction de Mura près de la ville de Likasi dans la province du Katanga. Le ministre congolais de la Défense, Alexandre Luba Tambo, qui a pris part à la cérémonie de clôture de cette formation, a souhaité que ces jeunes militaires soient « l'espoir de l'armée de demain que nous sommes en train de vouloir recréer en remplacement de leurs aînés qui seront appelés à aller en retraite ».

**Uvira: les contraventions routières ont généré environ 21 000 USD en 2013.** La Direction générale des recettes administratives et domaniales (DGRAD) salue le travail de la Police de circulation routière (PCR) dont les contraventions infligées aux conducteurs de véhicules ont généré 20 millions de francs congolais (environ 21 000 dollars américains) en 2013 à Uvira au Sud-Kivu. L'année précédente, elles avaient généré 4 millions de francs congolais (4 300 dollars américains) en moins.

**Kinshasa: arrêt de travaux de réhabilitation de la route Pompage-Regideso.** Les habitants du quartier Kimbuala à Kinshasa déplorent l'arrêt des travaux de réhabilitation de la route Pompage-Regideso depuis près de deux semaines. En janvier dernier, ils s'étaient réjouis du lancement des travaux de réhabilitation de ce tronçon routier qui leur permet de se rendre plus facilement au centre-ville. Ces travaux étaient réalisés par l'Office des voiries et de drainage (OVD).

**Plusieurs quartiers de Lubumbashi privés d'électricité depuis trois jours.** Plusieurs quartiers de la ville de Lubumbashi au Katanga sont privés d'électricité depuis le jeudi 6 mars dernier. Selon le directeur provincial de la Société nationale d'électricité (Snel) au Katanga, Fridolin Nkumbu Ilunga, cette pénurie est causée par l'incendie d'une installation de la Snel qui alimente environ 70 % de ménages de la ville en énergie électrique. Le court-circuit à l'origine de l'incendie aurait été causé par une souris.

**RDC: le MLC opposé au scrutin indirect proposé par la Ceni.** Le Mouvement de libération du Congo (MLC) se dit opposé à la proposition du président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) d'organiser l'élection des députés provinciaux, sénateurs, bourgmestres, gouverneurs, maires et conseillers urbains au suffrage indirect. Le secrétaire général adjoint de ce parti de l'opposition chargé de la coordination des fédérations, Alexis Lengua, affirme que ce mode de scrutin est contraire à la constitution.

**Lundi 10 mars.**

**Les Etats-Unis réaffirment leur soutien au développement de la RDC.** Les États-Unis d'Amérique vont continuer à apporter leur soutien au développement la République démocratique du Congo, a déclaré dimanche 9 mars à Goma l'envoyé spécial des Etats-Unis d'Amérique dans la région des Grands Lacs, Russ Feingold. Il a appelé les autres pays de la région à respecter l'intégrité de la RDC.

**RDC: l'Asadho déplore les conditions carcérales des opposants.** L'Association africaine de défense des droits de l'homme (Asadho) déplore les conditions carcérales des opposants politiques et des femmes en RDC. Cette organisation citoyenne l'a dénoncé dans son rapport publié, le week-end dernier, à Kinshasa. Dans ce document, l'Asadho cite entre autres les cas du pasteur Kuthino Fernando, Eugène Diomi Ndongala et Eddy Kapend. Condamné à 10 ans de servitude pénale principale, le chef spirituel de l'église Armée de Victoire n'a pas bénéficié de la grâce présidentielle accordée en septembre dernier à plusieurs prisonniers à travers le pays par le chef de l'Etat à la suite des concertations nationales. Kuthino qui purge sa peine à la prison de Makala a été admis en août dernier au service des soins intensifs du centre hospitalier Nganda, Kinshasa, suite à un accident vasculaire cérébral. Le responsable de l'église Armée de victoire avait été arrêté en mai 2006, puis condamné en octobre 2008 pour tentative d'assassinat sur le pasteur Ngalasi, chef de l'église La louange, une autre église de réveil de Kinshasa. Un jugement que ses avocats avaient jugé décevant. Pour eux, les preuves apportées par la Cour n'étaient pas rigoureuses. Diomi Ndongala, président de la Démocratie chrétienne (DC), lui, est en prison depuis 2013. D'abord poursuivi pour une affaire de viol, il lui est également reproché la préparation d'un mouvement insurrectionnel au lendemain de la présidentielle de 2011. Dans un communiqué de presse, l'Asadho avait exigé le respect du principe de la présomption d'innocence dans ce dossier. Cette ONG de défense des droits humains avait même invité le chef de l'Etat à s'impliquer dans l'affaire Diomi. Eddy Kapend, est en prison depuis 2001 parce qu'accusé de complicité dans l'assassinat du président Laurent Désiré Kabila, tué en janvier 2001. Dans son rapport, l'Asadho a regretté que les femmes, détenues dans les prisons de la RDC, ne bénéficient non plus d'aucun traitement de faveur et elle est revenue sur le cas de Tuite Nelly. C'est la seule femme condamnée dans l'affaire de l'assassinat de Laurent Désiré Kabila. Elle avait écopé de 20 ans de servitude pénale en 2001 mais pendant 2 ans, de 2001 à 2003, elle est restée détenue dans le même pavillon que les hommes à la Prison de Makala avec notamment pour conséquence des nombreuses atteintes à son intimité. Ce rapport de l'Asadho a également déploré le mauvais état des prisons congolaises. (Radio Okapi)

**Kinshasa : plusieurs quartiers menacés par les érosions.** Plusieurs quartiers de Kinshasa sont menacés par des têtes d'érosions. Des maisons s'écroulent régulièrement à Mokali, à Kimwenza, à la Cité maman Mobutu, au camp Badiadingi et à l'UPN à cause de nombreuses érosions que comptent ces quartiers.

**Equateur: des médicaments et de la nourriture pour les prisonniers d'Angenga.** Le ministre provincial de la Justice de l'Equateur, Pascal Selinga, a remis au directeur de la prison d'Angenga 750 000 francs congolais (815 dollars américains) pour nourrir les 208 prisonniers d'Angenga pendant deux mois ainsi qu'une enveloppe de 200 000 francs congolais (217 dollars américains) pour l'achat des médicaments.

**Kinshasa: les Kulunas toujours actifs à la Tshangu.** Quatre mois après le lancement de l'opération Likofi (coup de poing, en français) de la Police nationale congolaise à Kinshasa, les gangsters appelés «Kuluna» continuent d'opérer violemment contre la population dans certains quartiers du district de la Tshangu notamment à Mikondo, Disasi, Mayengela, Mapela, Ngamazita. Des sources concordantes renseignent que ces gangsters ont troqué leurs accoutrements contre un habillement classique.

**Lubumbashi: le personnel du Centre de traitement de cholera menace d'aller en grève.** Les agents du Centre de traitement de cholera (CTC) de la ville de Lubumbashi, chef-lieu du Katanga, menacent depuis quelques jours de déclencher une grève. Des sources concordantes indiquent que ce personnel en colère revendique le paiement d'environ cinq mois de prime du gouvernement provincial du Katanga. Ils menacent d'abandonner les malades de choléra qui sont estimés actuellement à une trentaine.

**Beni : l'armée contrôle Makoyova 3, dernier bastion des rebelles ADF.** Les Forces armées de la RDC ont pris le contrôle de la localité de Makoyova 3, considérée comme le dernier bastion des rebelles ougandais des ADF à Beni. Le commandant de la 8<sup>e</sup> région militaire au Nord-Kivu et de l'opération « Sokola », le général-major Lucien Bahuma a annoncé lundi matin que les rebelles ont fui la localité après des combats qui ont fait 22 morts dans leurs rangs et deux du côté de l'armée. L'opération « Sokola », menée par l'armée contre les ADF dans le territoire de Beni, a débuté le 16 janvier.

**Bandundu : la Ceni forme des agents pour stabiliser la cartographie électorale.** La Commission électorale nationale indépendante (Ceni) a clôturé samedi 8 mars la formation des agents qui seront chargés de collecter des données pour la fiabilisation du fichier électoral et la stabilisation de la cartographie au

Bandundu en prévision du cycle électorale 2014-2016. Le Bandundu a été choisi comme la province pilote pour cette formation.

**Nord-Kivu: 13 maisons incendiées au cours d'accrochages entre étudiants et policiers à Vutsorovya.** Environ 13 maisons ont été incendiées dans les accrochages qui ont opposé, samedi 8 mars, les étudiants de l'Institut supérieur pédagogique Masereka (ISP/Masereka) à des policiers dans la localité de Vutsorovya, à 250 km au Nord de Goma (Nord-Kivu). Selon des sources de la région, ces violences ont été déclenchées par la mort d'un élève de l'Institut Kasingiri, tué par balles lors d'une manifestation des élèves à Vutsorovya. Ces élèves protestaient contre la mort de leur enseignant qui, selon eux, aurait été ensorcelé.

**Evasion de la prison de Kananga : l'OCDH appelle à renforcer la sécurité.** Au lendemain de l'évasion d'un prisonnier condamné à la peine capitale de la prison centrale de Kananga (Kasaï-Occidental), le coordonnateur provincial de l'Observatoire congolais des droits de l'homme (OCDH) appelle les autorités compétentes à renforcer la sécurité dans cette maison carcérale. Pour Maitre Hubert Ngulandjoko, la réhabilitation de cette prison et l'augmentation du nombre d'agents de sécurité pourraient dissuader les tentatives d'évasion dans l'avenir.

**Kinshasa : beaucoup de routes secondaires en très mauvais état.** Le gouvernement congolais s'est lancé depuis plusieurs mois dans la modernisation des infrastructures routières à travers le pays. A Kinshasa, cette réhabilitation se concentre sur les grandes artères tandis que les routes secondaires, en très mauvais état, semblent être ignorées.

**RDC : 30 mouvements politiques réunis au sein de l'Alliance de la coalition des centristes.** Une trentaine de mouvements et partis politiques, ne faisant partie ni de la majorité présidentielle ni de l'opposition, sont réunis au sein de «l'Alliance de la coalition des centristes». Selon le président de cette plate-forme, Augustin Kikukama, secrétaire général du Mouvement du 17 mai (M17), l'Alliance veut apporter «le véritable changement». «Nous sommes des centristes parce qu'au niveau de la Majorité, il y a des choses que nous reprochons. Au niveau aussi de l'opposition il n'y a pas une constance. Nous regrettons cela et nous ne voulons pas entrer dans le sensationnel, ce n'est pas ça qui va faire développer le Congo», a-t-il déclaré. Si la présidence de cette plate-forme revient au M17, parti créé par des compagnons de lutte de feu président Laurent-Désire Kabila, l'Union des démocrates chrétiens est à la vice-présidence et le Congrès Libéral au secrétariat. (Radio Okapi)

**Mardi 11 mars.**

**RDC : le Renadhoc salue la condamnation de Germain Katanga à la CPI.** Le Réseau national des ONG de droits de l'homme en RDC (Renadhoc) se dit satisfait de la condamnation le 7 mars dernier, par la Chambre de première instance de la Cour pénale internationale (CPI), du chef de guerre Germain Katanga. Le commandant de la Force de résistance patriotique en Ituri (FRPI) a été condamné en tant que complice d'un autre chef de guerre, Mathieu Ngundjolo, pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Le Renadhoc invite cependant la CPI à poursuivre les enquêtes pour condamner tous les auteurs de graves crimes commis dans les Kivu et le Nord-Katanga. Cette organisation plaide aussi pour l'indemnisation des victimes des crimes commis par Germain Katanga.

**Sud-Kivu: 53 enfants malnutris recensés à Lemera.** Environ 53 enfants âgés de 6 mois à 5 ans ont souffert, en février dernier, de la malnutrition dans la zone de santé de Lemera, située à plus de 25 km à l'ouest de la cité de Sange (Sud-Kivu). Le médecin chef de la zone de santé de Lemera, docteur Alexis Kashobo, a affirmé lundi 10 mars que ces enfants sont pris en charge dans différentes structures médicales de la contrée grâce à l'appui du Programme national de la nutrition.

**Isangi: l'exploitation de l'hévéa ne profite pas à la population de Babelota, selon la société civile.** Les bénéfices de l'exploitation de l'hévéa dans le secteur de Babelota ne profiteraient pas à la population de cette entité de la Province Orientale. C'est ce qu'estiment les responsables des organisations de la société civile et les autorités coutumières de Baluola. Ils l'ont fait savoir dans une correspondance transmise lundi 10 mars au chef de secteur de Babelota. La Coopérative agricole rurale de Babelota (Cooparby) qui perçoit la part de la communauté auprès de l'entreprise exploitant l'hévéa n'investit rien pour le développement communautaire, accusent les signataires de cette lettre.

**Katanga: les centres de santé de Bukama débordés.** La société civile de Bukama s'inquiète du surnombre des malades dans les centres de santé privés de cette cité du Katanga. Dans un entretien avec la presse lundi 10 mars à Bukama, le président de cette structure citoyenne a indiqué que les malades passaient la nuit à même le sol, par manque de lits. L'administrateur du territoire de Bukama a déploré cette situation, menaçant de fermer certains de ces «centres de santé qui fonctionnent en toute clandestinité.»

**Katanga : la Direction des recettes a réalisé de bonnes performances.** Le bureau du district de Tanganyika de la direction des recettes du Katanga a mobilisé 60 869 dollars américains au mois de janvier. Elle dépasse ainsi les assignations qui lui avaient été fixées par le gouvernement provincial. Elles s'élevaient à 56 521 dollars américains. Dans un entretien accordé à Radio Okapi, le chef de ce bureau, Odilon Muyumba s'est pourtant plaint que certains services de l'Etat prélèvent des taxes qui reviennent de droit à son service.

**Maniema: 300 femmes victimes de viol reçoivent un don en matériel et bétail à Kasongo.** L'ONG Heal Africa a débuté lundi 10 mars la distribution du matériel de production et du bétail à 300 femmes victimes de viol pour leur permettre de d'initier des activités génératrices de revenu. Cette première distribution s'est déroulée à Kasongo, cité située à 250 km de Kindu, chef-lieu du Maniema. Les bénéficiaires ont reçu notamment des objets scolaires, des matériels pour la coupe et couture, mais aussi des chèvres pour l'élevage, du matériel pour la fabrication du savon et des produits de la pâtisserie ainsi que de l'argent pour le petit commerce. Après la zone de santé de Kasongo, l'opération va s'étendre dans les trois autres zones, a promis le chef de projet Genre et Justice, Francesca Feruzi. (Radio Okapi)

**Kasaï-Oriental: les transporteurs des marchandises à vélo se plaignent des tracasseries policières.** Les transporteurs des marchandises à vélo communément appelés « Mustronsgeurs » se plaignent des tracasseries policières sur la route Tshilenge-Mbuji-Mayi, longue de plus de 30 km (Kasaï-Oriental). Ils disent déboursier 0,6 dollar américain à chaque barrière de la police. Une imposition illégale et excessive à les en croire. Au niveau de la localité de Lupatapata, même ceux qui transportent les marchandises par tête payent 0,6 dollar américain pour franchir la barrière policière, indiquent des personnes qui se disent victimes de cette tracasserie.

**Lubumbashi: 130 malades seront soignés du “bec de lièvre”.** La deuxième phase de traitement gratuit des personnes avec des malformations faites des fentes de lèvres ou des trous dans le palais appelées aussi bec de lièvre a débuté, lundi 10 mars, à Lubumbashi. Les médecins qui ont consulté les patients ont retenu 130 personnes sur les 250 enregistrées pour subir des interventions chirurgicales. Au premier jour, dix-sept malades dont trois bébés ont été soignés à la Clinique Gécamines Sud de Lubumbashi. Cinq médecins spécialistes et membres de l'organisation «Opération smile» sont à pied d'œuvre et bénéficient de l'appui d'un groupe de médecins locaux.

**Province Orientale: le Fonds mondial scolarise plus de 300 orphelins.** Le Fonds mondial pour la lutte contre le Sida, la tuberculose et la malaria scolarise, cette année, plus de 300 enfants orphelins et vulnérables du district de la Tshopo et de la ville de Kisangani (Province Orientale). Ces statistiques ont été livrées lundi 10 mars par le chef de la délégation de la Caritas Kisangani, Léonard Bolombe, en mission à Isangi.

**Koyagialo promet de rentrer bientôt à Mbandaka.** Le gouverneur de l'Equateur, Louis-Alphonse Koyagialo, annonce son retour imminent à Mbandaka, chef-lieu de l'Equateur. Il a passé six mois en Afrique du Sud pour des soins de santé et trois mois à Kinshasa. Il a déclaré mardi 11 mars à radio Okapi qu'il prévoit d'abord des entretiens avec le Premier ministre et le président Joseph Kabila avant de rejoindre son poste.

**RDC : Martin Kobler appelle les combattants des FDLR à se rendre sans délai.** Le chef de la Monusco, Martin Kobler, appelle les combattants rwandais des FDLR présents en RDC à se rendre sans délai et à rejoindre le processus de Désarmement, Démobilisation, Rapatriement, Réinsertion et Réintégration (DDRRR). Dans un communiqué publié mardi 11 mars à Kinshasa, le représentant spécial de Ban Ki Moon en RDC a invité ces rebelles à «se désolidariser immédiatement de leurs leaders poursuivis par la justice, sous peine d'être désarmés de force».

**RDC : l'Asadho dénonce un monnayage de l'amnistie pour faits d'insurrection.** L'Association africaine des droits de l'homme (Asadho) dénonce un monnayage de l'obtention de l'amnistie pour faits insurrectionnels, près d'une semaine après que la justice en ait défini les conditions. Au cours d'une conférence de presse tenue mardi 11 mars au centre Carter à Kinshasa, l'Association africaine des droits de l'homme parle de personnes qui passent de prison en prisons pour établir une liste «partiale» de candidats à cette amnistie. L'Asadho rapporte en outre la plainte d'un parent d'Udjani, meneur de l'insurrection du MLIA dans la province de l'Equateur, qui dénonce le rejet de la candidature de son fils à cette amnistie. Le président de l'Asadho, Me Jean-Claude Katende, appelle les autorités congolaises à mettre fin à ce monnayage, dont il ne cite pas les auteurs. Selon lui, certaines personnes profitent de ce genre d'opportunités pour recevoir des pots de vin. «Ce que nous voulons, c'est que cette liste soit établie de manière à ce que le ministère de la Justice soit intéressé, et que les organisations de défense des droits de l'homme et les journalistes soient associés», a-t-il affirmé. Me Katende rapporte que l'Asadho a reçu des plaintes écrites, dont celle du père d'Udjani, leader de l'insurrection ethnique du Mouvement de libération indépendant et alliés (MLIA), dans la province de l'Equateur. (Radio Okapi)

**Bas-Congo : la police de Boma et Muanda appelée à plus de rigueur.** La Police de la ville de Boma et celle de la cité de Muanda sont appelées à plus de rigueur. Le commissaire de la police de la province du Bas-Congo, le général Patience Mushid Yav a dénoncé, lors d'un point de presse lundi 10 mars à Matadi, le tâtonnement des services dans le maintien de l'ordre public qui encourage les inciviques. Un constat établi après une tournée de trois jours dans ces deux entités.

**Kinshasa : 270 grumes de bois Wenge saisies au port de l'Onatra.** Le ministère de l'Environnement a saisi mardi 11 mars 270 grumes de bois Wenge au port de la Société congolaise de transport et ports (SCTP), ex Onatra, à Kinshasa. Ce bois, appartenant à la société d'exploitation forestière ITB, provient de Bikoro, dans la province de l'Equateur. Le gouvernement reproche à cette entreprise de ne pas respecter les clauses sociales convenues avec les communautés de ce territoire où se trouve sa concession forestière. Selon le chef de projet de la société civile au sein du Fond mondial pour la nature (WWF), Jean Marie Bolika, les infrastructures pour lesquelles l'entreprise s'était mise d'accord avec les populations de Bikoro n'ont pas été réalisées. ITB refuse d'honorer ses engagements, prétextant être en cessation d'activités alors qu'elle opère avec les engins de ces partenaires, affirme-t-il. «Si l'issue va dans le sens de blanchir ce bois et que demain ça va se retrouver soit en Europe, rassurez-vous que ce bois sera encore saisi. Parce qu'avec le règlement bois de l'Union européenne, avec toutes les alertes qu'on a fait, le bois sera saisi», a-t-il assuré. Jean Marie Bolika invite l'Etat à sanctionner la société ITB pour servir d'exemple. Selon lui, ITB n'est qu'un cas parmi tant d'autres. En outre, le Fond mondial pour la nature (WWF) accuse cette entreprise d'avoir coupé le bois au delà du volume autorisé, de ne pas avoir payé les taxes en 2013 et d'avoir abandonné 200 grumes dans son parc à bois de Bokutu dans le Bandundu. Ce qui constitue une infraction. Chaque année le WWF déploie ses ONG partenaires dans les concessions forestières pour s'assurer que les entreprises qui ont signé des clauses sociales avec les communautés riveraines les respectent effectivement. (Radio Okapi)

**Mercredi 12 mars.**

**Ituri : le gouvernement lance une campagne de désarmement civil volontaire.** Tout civil habitant le district de l'Ituri, en Province Orientale, et détenant illégalement une arme à feu est invité à la rendre volontairement. Le ministre de l'Intérieur, Décentralisation et Sécurité, Richard Muyej, a annoncé mardi 11 mars l'organisation d'une campagne à cet effet. Cette activité, qui vise la consolidation de la paix et la sécurité dans cette partie du pays, bénéficie de l'appui financier du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).

**Zongo : mise en place d'une commission pour recenser les réfugiés centrafricains.** Pour éviter l'arrivée des combattants armés à Zongo, Michel Siaz, le maire de cette ville de l'Equateur, a mis en place la semaine dernière une commission pour recenser tous les réfugiés centrafricains qui fuient l'insécurité dans leur pays. La ville de Zongo, voisine de Bangui la capitale centrafricaine, continue de recevoir des Centrafricains qui quittent leur pays en proie aux violences entre milices.

**La Regideso inaugure une usine de traitement d'eau à Kasangulu.** La Regideso a inauguré le mardi 11 mars une usine de traitement d'eau potable à Kasangulu, dans la province du Bas-Congo. Le coordonateur de la cellule d'exécution de ce projet, Jean-Louis Bongungu, affirme que grâce à cette usine la production d'eau potable va augmenter de 600 000 litres d'eau par heure dans cette cité où 1 143 ménages sont branchés au réseau de distribution de la Regideso.

**Des miliciens Bakata Katanga incendient une dizaine de villages à Mitwaba et Pweto.** Des miliciens Bakata Katanga ont attaqué près de dix villages des territoires de Mitwaba et Pweto au Katanga en l'espace d'une semaine. A en croire le président de la société civile de Mitwaba, ces combattants ont incendié toutes les habitations de ces villages et coupé les oreilles à six personnes.

**Province Orientale: des réfugiés et déplacés affluent vers Aba.** Un afflux de personnes est observé dans la cité d'Aba (Province Orientale) depuis le début de cette année. Selon les autorités de la cité, ces personnes reviennent de Nyori, Lasu et de Yei, villes du Soudan du Sud où le HCR avait ouvert un camp pour les réfugiés congolais qui avaient fui depuis 2009 des exactions attribuées aux rebelles ougandais du LRA.

**Nord-Kivu: les Fardc reprennent le contrôle de la localité de Miriki.** Les Forces armées de la RDC contrôlent à nouveau la localité de Miriki, qui était occupée depuis deux ans par les rebelles rwandais des FDLR, dans le territoire de Lubero à environ 200 km au nord de Goma (Nord-Kivu). Selon des sources administratives dans ce secteur, les rebelles rwandais se dirigeraient vers l'ouest. L'armée annonce par ailleurs des opérations de ratissage pour mettre fin au phénomène FDLR dans la province

**Bandundu : 2 morts et 13 disparus après la chute d'un minibus dans la rivière Maïndombe.** Deux personnes ont été tuées et treize autres ont disparu après la chute d'un minibus mardi 11 mars dans la rivière



Maindombe, dans le Bandundu, à environ 110 km de Kinshasa. Selon la police de circulation routière (PCR), deux corps ont été repêchés peu après l'accident et trois personnes sont rescapées. Selon les premiers éléments d'enquête, l'excès de vitesse et le manque de frein seraient les principales causes du drame.

**Fatou Bensouda à Kinshasa pour renouveler la coopération entre la CPI et la RDC.** La procureure de la Cour pénale internationale (CPI), Madame Fatou Bensouda, a été reçue mercredi 12 mars à Kinshasa par le ministre des Affaires étrangères et coopération internationale, Raymond Tshibanda. Les deux personnalités ont évoqué le renforcement de la collaboration entre la cour et le gouvernement congolais. Elles ont aussi abordé le refus de la RDC de livrer à la CPI le président soudanais Omar El-Bechir, visé par un mandat d'arrêt international. Le chef de l'Etat soudanais était à Kinshasa pour participer au XVIIe sommet des chefs d'Etat du Marché commun pour l'Afrique orientale et australe (Comesa). À l'issue de cet entretien, la procureure de la CPI a rapporté que le gouvernement congolais avait expliqué que le cas du président soudanais était une affaire complexe. «Et maintenant, on essaie de voir comment faire pour que pareille chose ne se répète pas dans le futur», a confié Mme Bensouda. La procureure de la CPI affirme que son institution poursuit encore son travail en RDC. C'est ainsi qu'elle compte rencontrer les autorités du pays pour s'assurer de leur coopération. «Il y a beaucoup à faire. On fait nos enquêtes par phase. C'est important de renouveler notre engagement et la coopération avec le gouvernement», a-t-elle dit. Il s'agit de la première visite de Mme Bensouda en RDC depuis sa prise de fonction à la cour. La CPI avait demandé l'arrestation et le transfert à la cour du président soudanais Omar El-Bechir présent à Kinshasa le 27 février dernier pour participer au sommet du Comesa. Le porte-parole du gouvernement, Lambert Mende, avait appelé la CPI et les ONG réclamant cette arrestation à la compréhension, évoquant «une contrariété majeure déjà suffisamment difficile». Omar El-Bechir est recherché par la CPI pour crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide. La cour l'accuse d'avoir commis ces crimes en 2003 au Darfour, région soudanaise alors en rébellion contre Khartoum. (Radio Okapi)

**Katanga: le général Mbuyama reconforte les 1100 ex-combattants regroupés à Kamina.** Une délégation constituée des représentants de la Monusco/ Lubumbashi et de la sixième région militaire a visité mardi 11 mars le centre de triage et des transites de plus de mille cent ex-combattants venus du Nord-Kivu à la base militaire de Kamina. Le commandant de la sixième région militaire, le général Mbuyama Siona, les a reconfortés et invités au respect de la discipline militaire.

**Début de l'opération de désarmement volontaire des civils en Ituri, 2 500 armes attendues.** L'opération de désarmement volontaire des civils a débuté mercredi 12 mars en Ituri. Quelques civils se sont présentés avec des armes de type AK 47 et des lance-roquettes à la cérémonie officielle de lancement. La campagne prévoit de récolter 2 500 armes de tous calibres.

**Traque des groupes armés : les mesures sont prises pour protéger les civils, selon la Monusco.** Des mesures sont prises systématiquement pour la protection des populations civiles au cours des traques contre les groupes armés dans l'Est de la RDC, a assuré mercredi 12 mars le chef adjoint des forces de la Monusco, le général Jean Baillaud. Il répondait ainsi à une accusation de l'Alliance des Patriotes pour un Congo Libre et Souverain (APCLS) selon laquelle les hélicoptères de la Monusco ont bombardé une zone habitée par des populations civiles à Lukweki, à une vingtaine de km de Nyabiondo, dans le Nord-Kivu. Le général Baillaud accuse par contre ces miliciens d'avoir utilisé des armes lourdes contre les Fardc et la Monusco dans des zones potentiellement occupées par des populations civiles. (Radio Okapi)

**Butembo: des jeunes contribuent à la sécurisation de la ville.** Des jeunes de Butembo se mobilisent de plus en plus pour appuyer la police et d'autres services de sécurité dans la sécurisation de cette ville du Nord-Kivu. Ces jeunes appelés «Commandos civils de la véranda Mutsanga», sont très actifs ces derniers temps sur le terrain. D'après des sources policières, ce groupe des jeunes civils a aidé récemment la police à mettre la main sur des présumés kidnappeurs en fournissant des informations sur leur cachette. Le maire de Butembo encourage cette initiative; tout en mettant garde contre tout dérapage de ces jeunes, qui n'ont aucune base juridique pour fonctionner.

**Jeudi 13 mars.**

**RDC : les drones de la Monusco ont accentué les vols de reconnaissance à Masisi et Walikale.** Les drones de surveillance de la Mission des Nations unies en RDC (Monusco) ont accentué leurs vols de reconnaissance et de surveillance pour appuyer les opérations des Forces armées de la RDC contre les groupes armés dans les territoires de Walikale et Masisi dans le Nord-Kivu. Le porte-parole militaire de la Monusco, le Colonel Félix Bass, l'a indiqué mercredi 12 mars au cours de la conférence de presse hebdomadaire de la mission onusienne. Selon lui, ces drones recueillent des informations en temps réel afin de permettre à la Monusco de prendre les décisions qui s'imposent pour protéger des civils pris au piège dans les combats.

**Equateur : les femmes invitées à s'intéresser davantage à la politique.** Au cours d'une tribune d'expression populaire organisée le mercredi 12 mars à Mbandaka par la commission justice et paix de l'Eglise catholique, les femmes ont été invitées à s'intéresser davantage à la politique avant de réclamer plus de postes de décision politique. Marie-José Molebo, membre de la société civile qui animait le débat a regretté que les femmes se désintéressent de la politique et ne se forment pas suffisamment.

**Nord-Kivu: les Fardc délogent les FDLR de Kahumo.** Les Forces armées de la RDC ont délogé, depuis quatre jours, les rebelles rwandais des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) des localités de Kahumo, à 15 Km au Sud-Ouest de Kanyabayonga (Nord-Kivu). Selon des sources administratives, l'armée régulière a reconquis cette localité sans résistance, après deux ans d'occupation rebelle.

**Monnayage de l'amnistie, le Procureur général veut des preuves.** L'Association africaine des droits de l'homme (Asadho) a dénoncé mardi le monnayage de l'amnistie pour faits insurrectionnels, près d'une semaine après que la justice en ait défini les conditions. Le procureur général de la République (PGR), Flory Kabange Numbi a demandé mercredi 12 mars à l'Asadho de fournir des preuves pour lui permettre de poursuivre les auteurs de cette pratique.

**Beni : l'armée prend le contrôle du village Saasita-Sa.** L'armée a pris le contrôle du village Saasita-Sa jeudi 13 mars en début d'après-midi à la suite de combats avec les rebelles ougandais des Forces démocratiques alliées (ADF). Le commandant de la 8<sup>e</sup> région militaire et de l'opération « Sokola 1 », le général-major Lucien Bahuma a indiqué qu'une cinquantaine des rebelles ont été tués pendant les combats, et plusieurs armes lourdes et munitions récupérées par les Forces armées de la RDC. Il n'a donné aucun bilan côté Fardc. Les militaires ont lancé l'assaut sur cette localité pour la contrôler et finalement se diriger vers le Parc national des Virunga où se sont réfugiés certains rebelles et leurs chefs, après avoir perdu le contrôle de la localité Makoyova 3 lundi dernier. Informations livrées par des sources militaires.

**Maniema: la Banque mondiale alloue 373 millions USD pour relancer la SNCC.** La Banque mondiale alloue 373 millions de dollars américains pour relancer les activités de la Société nationale de chemin de fer du Congo dans la province du Maniema. En visite à Kindu, mercredi 12 mars, le directeur des opérations de la Banque mondiale pour la RDC, Eustache Ouayoro, a précisé que cet argent allait notamment servir à réhabiliter et à renouveler la voie ferrée et les engins roulants de l'entreprise. « Il s'agit de réhabiliter et de renouveler le parc. Il s'agit également de réhabiliter la voie. Il s'agit aussi de fournir du matériel et de l'équipement pour l'entreprise », a-t-il expliqué. Pour Eustache Ouayoro, ce renforcement des capacités de la SNCC est fondamental pour la ville de Kindu et pour toute la province du Maniema. Il a félicité le personnel de la SNCC « qui fait un travail magnifique dans des conditions incroyables », soulignant que les agents de la SNCC réussissent à faire fonctionner des infrastructures vétustes. Par ailleurs, Le directeur des opérations de la Banque mondiale pour la RDC a plaidé pour une gestion transparente de ce financement de la Banque mondiale. Cet appui s'inscrit dans le cadre du Projet de transport multimodal qui vise notamment à améliorer l'interconnexion des transports terrestre; aérien; fluvial et ferroviaire en RDC en vue de soutenir l'intégration économique du pays. (Radio Okapi)

**Province Orientale: les paysans encouragés à pratiquer l'agroforesterie.** L'Institut facultaire d'agronomie (IFA) de Yangambi à Isangi encourage les ménages de six villages de ce territoire de la Province Orientale à pratiquer l'agroforesterie. A l'occasion de la formation de 200 agronomes et agriculteurs de cet institut, plus de 400 arbres à croissance rapide ont été plantés la semaine dernière dans ces villages. Ces arbres ont été plantés sur le même espace que des plants de manioc et de maïs. Selon le chargé du projet de Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD) à l'IFA, les ménages de ces villages vont planter jusqu'à la fin de cette année plus de 200 arbres dans leur champ. Ce mode d'exploitation des terres agricoles associant des plantations d'arbres dans des cultures ou des pâturages, appelé agroforesterie, est encouragé par les experts de l'environnement. Il permet notamment d'enrichir le sol en azote. Cette technique permet aussi de fertiliser le sol naturellement. Lorsque les feuilles tombent des arbres, elles sèchent et deviennent des engrais naturels pour le sol. Les engrais chimiques ne sont pas utilisés en agroforesterie. Certains experts soutiennent que l'agroforesterie permet aussi d'augmenter la rentabilité des terres. Les arbres plantés dans une parcelle constituent un investissement qui rapporterait aux paysans la même somme que les cultures elles-mêmes au moment où on les abattra pour les exploiter trente ou quarante ans plus tard. (Radio Okapi)

**Les premières villas de la cité Joseph Kabila Kin Oasis seront achevées fin 2014.** Le gouvernement congolais construit, depuis une année, plus de mille logements sur l'ancien site de la pépinière de Bandalungwa situé au croisement des avenues Kasa-Vubu et Libération (ex-24 Novembre). Ces maisons sont construites par l'entreprise chinoise Société Zhen Gwei Technique Congo (STZC). La chargée de vente de cette entreprise, Sarah Pataoule, a affirmé mercredi 12 mars que les premières villas de cette concession dénommée cité Joseph Kabila Kin Oasis seront achevées en décembre de cette année. A l'heure actuelle, les

premières maisons de cette cité (33 villas et 182 appartements) sont déjà à l'étape de finition. Les constructeurs effectuent les travaux de plomberie, peinture, d'électricité et aménage l'intérieur des maisons. Selon Sarah Pataoule, cette cité ne comprendra pas seulement des maisons résidentielles, mais aussi des complexes scolaires et sportifs, des supers marchés, des hôtels et d'autres infrastructures d'intérêt public. «Pour maintenir cette cité en état, il y aura une société de syndic qui s'occupera de l'embellissement et de l'entretien de toute la cité que ce soit au niveau des immeubles et des ascenseurs», explique Sarah Pataoule. D'après elle, les modalités d'acquisition de ces maisons ne sont pas encore déterminées. La construction de ces maisons a été lancée en mai 2013 sur une surface d'au moins 150 000 m<sup>2</sup>. Selon les prévisions, elle devra durer cinq ans. (Radio Okapi)

**Bandundu: de multiples accidents signalés sur la route nationale numéro 1.** Le mauvais état de la route nationale n°1 au point kilométrique 588, au niveau du village Muntin, dans le Bandundu, est à la base de plusieurs accidents de circulation. Cette importante route, qui relie Kinshasa au Bandundu, est truffée de nids de poule et de carcasses de véhicules accidentés. Sans compter les nombreux véhicules, pas toujours en parfait état technique, qui tombent régulièrement en panne sur cette voie, réduisant ainsi la largeur de la chaussée.

**Kinshasa: la Ceni discute avec le barreau et la magistrature sur la feuille de route électorale.** Le président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), l'abbé Apollinaire Malu Malu, a présenté jeudi 13 mars sa feuille de route électorale et les perspectives du processus électoral à venir aux membres du barreau et de la magistrature de Kinshasa/Matete. C'était au cours d'une matinée électorale organisée à leur intention à la maison des élections, ex-Kin Maziere. Pour l'abbé Malu Malu, tous les débats de société peuvent aussi contribuer au caractère démocratique des élections.

**Des ONG appellent la CPI à poursuivre aussi les auteurs de crimes dans les Kivu.** Cent trente-quatre organisations de la société civile et de droits humains de la RDC et de l'étranger ont appelé jeudi 13 mars la Cour pénale internationale (CPI) à poursuivre les auteurs de crimes graves commis dans les provinces du Nord et Sud-Kivu. Au cours d'un échange entre les deux parties au Fleuve Congo Hôtel, à Kinshasa, ces ONG ont remis un mémorandum à la procureure de la CPI, Fatou Bensouda, actuellement en visite à Kinshasa. Pour Me Georges Kapiamba, président de l'Association congolaise pour l'accès à la justice (ACAJ), des hauts responsables militaires et politiques congolais sont impliqués dans la manipulation des groupes armés et violations des droits humains.

**Vendredi 14 mars.**

**Congolais réfugiés dans le camp rwandais de Kigeme réclament leur rapatriement.** 18 400 Congolais réfugiés dans le camp de Kigeme, au Rwanda, réclament leur rapatriement. Selon le président de ce camp de réfugiés, Eugene Buturu, l'assistance humanitaire est insuffisante et leurs conditions de vie deviennent de plus en plus intolérables. Ces réfugiés demandent l'implication du gouvernement congolais et de la communauté internationale en vue de faciliter leur retour. Eugène Buturu décrit comme « atroce » la situation que traversent ses compatriotes et lui dans ce camp rwandais. Les enfants de ces réfugiés ne sont admis qu'à l'école primaire et dans les quatre premières années de l'école secondaire, et pas au-delà. Ces Congolais avaient fui les violents affrontements qui avaient opposé l'armée congolaise, les Fardc, et l'ancienne rébellion du M23 dans le Nord-Kivu, fin 2013. (Radio Okapi)

**Province Orientale: un tribunal de paix installé à Dungu.** Un tribunal de paix a été installé à Dungu en Province Orientale. Les trois magistrats (un président du tribunal et deux juges) qui vont siéger dans cette juridiction ont été présentés par l'administrateur du territoire de Dungu, Edmond Lokakao Lumpatsa. Ce dernier a déclaré que la première mission de ce tribunal est de rendre une justice équitable à la population de ce territoire.

**Matadi : deux usines de captage d'eau financées par la Banque mondiale.** La Banque mondiale (BM) construit deux usines de captage d'eau potable pour la Regideso à Matadi (Bas-Congo). Financés à hauteur de 20 millions de dollars américains, ces travaux ont été lancés mercredi 12 mars. Cent bornes fontaines publiques seront installées et 5 000 mille nouveaux branchements sociaux seront effectués dans la capitale provinciale du Bas-Congo dans le cadre de ce projet.

**Elections provinciales: la Nouvelle société civile s'oppose au scrutin au suffrage indirect.** La Nouvelle société civile du Congo (NSCC) s'oppose à la proposition de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) d'organiser des élections provinciales au suffrage indirect. Le coordonnateur de cette ONG, Jonas Tshiombela, a qualifié jeudi 13 mars cette hypothèse de la Ceni de très dangereuse, estimant qu'elle «fera que les électeurs soient bien manipulés ».

**RDC : L'armée reprend un point stratégique de la milice APCLS à Masisi.** L'armée congolaise a repris la colline Sinaï jeudi 13 mars à l'issue des combats contre les miliciens de l'Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain (APCLS) dans le territoire de Masisi, province du Nord-Kivu. Dix combattants ont été tués au cours des affrontements, indiquent les responsables militaires. Le porte-parole du gouvernement, Lambert Mende a souligné vendredi qu'une opération de ratissage à grande échelle est effectuée dans tous les espaces où les groupes armés se replient après la perte de leurs places fortes.

**Cent ans après sa création, Idiofa manque d'infrastructures.** Les manifestations organisées pour célébrer le centenaire du territoire Idiofa se sont clôturées jeudi 13 mars. Au cours de cette cérémonie de clôture, le gouverneur du Bandundu et le président de l'Assemblée nationale ont déploré l'état des infrastructures d'Idiofa érigé en territoire en 1913.

**RDC/Katanga : l'insatisfaction de Bensouda.** La procureure de la cour pénale internationale Fatou Bensouda conteste l'acquittement de l'ancien chef de guerre congolais Germain Katanga sur les crimes sexuels. Elle envisage de faire appel de la décision. Fatou Besouda a dit à la BBC qu'elle était satisfaite de la condamnation pour des "crimes très sérieux comme la destruction des propriétés et meurtres", mais elle reste sur sa faim. "Malheureusement, les juges ne l'ont pas condamné pour crimes sexuels ou pour le recrutement d'enfants soldats, pour le moment nous étudions le jugement et nous regardons s'il n'y a pas d'erreur judiciaire que nous pourrions utiliser pour faire appel du jugement", a-t-elle déclaré. Germain Katanga a été reconnu coupable de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité la semaine dernière, mais acquitté de violences sexuelles. La milice qu'il dirigeait a été accusée de violer des femmes et de les enlever pour en faire des esclaves sexuelles. (BBC)

**Le commissaire du Nord-Ubangi demande l'aide de la province pour les réfugiés centrafricains.** Le commissaire de district du Nord-ubangi, Willy Isekusu, demande l'aide du gouvernement de la province de l'Equateur pour relocaliser les réfugiés centrafricains vivant sur des bancs de sable près de la rivière Ubangi. Ces réfugiés, des familles de pêcheurs pour la plupart, refusent d'intégrer les camps mis en place par le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

**Julien Paluku : «l'armée planifie de grandes opérations contre les groupes armés».** L'armée congolaise, appuyée par la Monusco, planifie de grandes opérations contre les groupes armés, a annoncé vendredi 14 mars le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku. Après les opérations qui se déroulent actuellement contre les rebelles ougandais ADF, les Forces armées de la RDC (Fardc) vont s'attaquer aux rebelles hutus rwandais des FDLR et aux différents groupes Maï-Maï qui refusent de déposer les armes.

**Likasi: plus de 17 000 mètres de câbles électriques volés en 2013.** Plus de 17 200 mètres de câbles électriques haute tension ont été volés à Likasi en 2013. La Société nationale d'électricité (SNEL) et les clients du réseau industriel déplorent cette situation dont ils sont victimes. Le dernier cas date du jeudi 13 mars. Près de 750 mètres de câble ont été sectionnés et emportés sur la ligne 120, qui dessert la Générale des carrières et des mines (Gécamines) ainsi que la cité minière de Kambove.

**Samedi 15 mars.**

**RDC: la feuille de route de la Ceni au centre de la session parlementaire de mars.** Le Parlement ouvre ce samedi 15 mars sa session ordinaire de mars au palais du peuple de Kinshasa. Pendant trois mois, sénateurs et députés vont se livrer à leur mission constitutionnelle : voter des lois et contrôler le Gouvernement. Selon les parlementaires, il s'agit cependant d'une «session hautement politique», faisant allusion à de nombreux sujets politiques à traiter, dont l'investiture éventuelle d'un gouvernement de cohésion nationale et la poursuite du processus électoral en RDC. Hormis le vote des lois restées en suspens au cours de la dernière session, les travaux de mars vont s'atteler notamment à légiférer sur certaines recommandations des concertations nationales. Le Parlement va notamment se pencher sur la mise en œuvre des lois liées aux élections. A ce sujet, les parlementaires vont voter des lois annexes à la loi électorale ; qui elle, pourra à son tour subir des modifications. Celles-ci vont porter notamment sur la priorité à accorder aux élections locales ou provinciales, le mode des élections provinciales, le calendrier électoral ainsi que les critères d'éligibilité des candidats aux élections. En clair, selon des sources parlementaires, l'Assemblée nationale devra se prononcer sur la feuille de route électorale présentée le 30 janvier dernier par le président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), l'abbé Apollinaire Malumalu. Dans ce document intitulé : « la RDC, deux ans après les élections de 2011. Etats des lieux et perspectives », il avait soumis deux hypothèses aux élus. Dans la première hypothèse, l'abbé Malumalu a proposé que la Ceni organise en premier les élections municipales et locales au suffrage direct avant de poursuivre avec des élections au suffrage indirect des députés provinciaux, sénateurs, bourgmestres, gouverneurs, maires et conseillers urbains. C'est seulement après cette étape que la Ceni pourra organiser des élections au suffrage universel direct des députés nationaux, du président de la République en 2016. Dans la seconde hypothèse, il a souhaité d'abord d'organiser des élections au suffrage universel direct des députés provinciaux, nationaux, et

du président de la République en 2016. Les députés s'attendent aussi à investir le gouvernement de cohésion nationale, annoncé à la clôture de ces travaux par le président Joseph Kabila. Ce gouvernement, selon eux, aura pour mission de rétablir l'autorité de l'Etat, d'assurer la cohésion nationale et de poursuivre le processus démocratique. (Radio Okapi)

**Manono: 15 000 nouveaux déplacés fuyant des combats entre Fardc et Bakata Katanga.** Près de quinze mille nouveaux déplacés sont signalés depuis une semaine par plusieurs ONG internationales dans les parties Sud-Est et Nord-Est du territoire de Manono au nord du Katanga. Dans cette zone, les affrontements sont quasi permanents entre les Forces armées de la République démocratiques du Congo et les miliciens Bakata-Katanga.

**Province Orientale: 670 000 USD pour lutter contre la pauvreté à Dungu et Niangara.** Le Pooled Fund, un mécanisme de financement commun créé à l'initiative des bailleurs de fonds en République démocratique du Congo depuis 2005 pour faire face aux besoins humanitaires, a débloqué 670 000 dollars américains pour lutter contre la pauvreté dans les territoires de Dungu et de Niangara dans la Province Orientale. Un atelier de formation est ouvert depuis vendredi 14 mars à Dungu, pour renforcer les capacités des bénéficiaires.

**Equateur: le gouverneur Koyagiolo de retour à Mbandaka.** Le gouverneur de l'Equateur, Louis-Alphonse-Daniel Koyagiolo, est rentré ce samedi 15 mars à Mbandaka. Il n'a plus séjourné dans la province depuis le 4 septembre 2013. Il a passé plusieurs mois en Afrique du Sud et à Kinshasa pour des soins médicaux.

**RDC: Léon Kengo appelle à la mise en place d'une «nouvelle administration électorale».** L'Assemblée nationale et le Sénat ont ouvert samedi 15 mars leur session ordinaire de mars au palais du peuple de Kinshasa. A cette occasion, le président du Sénat, Léon Kengo, et de l'Assemblée nationale, Aubin Minaku, ont plaidé pour le renforcement de la cohésion nationale par la mise en œuvre des recommandations des concertations nationales. Le premier a plaidé pour la mise en place d'une « nouvelle administration électorale » concertée pour avoir des élections apaisées en RDC. Dans son mot de circonstance, le président du Sénat a rappelé notamment l'engagement pris par les participants aux concertations nationales d'organiser le recensement général de la population et de l'habitat ainsi que l'identification de la population avant toute élection. A ce sujet, Léon Kengo a appelé à la création d'une administration électorale concertée: «La mise en place d'une véritable administration électorale, apte à conduire le pays à un nouveau système électoral plus transparent et plus crédible, apparaît comme une exigence majeure dans la construction de la cohésion nationale. A l'issue de cette mise en place concertée de la nouvelle administration électorale, la Ceni peut enfin envisager la fixation d'un calendrier électoral tout autant accepté, pour permettre que les élections à tous les niveaux se déroulent dans un climat apaisé.» Léon Kengo wa Dondo a souligné la nécessité de poursuivre l'élan de la cohésion nationale suscitée par la tenue de concertations nationales. Selon lui, le pays doit poursuivre les réformes institutionnelles dans tous les domaines de la vie nationale, qui sont préconisées par les quelque huit cents recommandations de ces assises tenues en septembre dernier à Kinshasa. Sur le plan politique, le président du Sénat a rappelé l'engagement renouvelé de la classe politique de respecter le pacte républicain par le refus de procéder à la révision de la Constitution, particulièrement à celle de ses dispositions déclarées intangibles. Il s'agit ici de l'article 220, portant sur la limitation du mandat présidentiel, ainsi que de tous ceux qui y sont liés. Kengo a également évoqué le gouvernement de cohésion nationale promis depuis octobre dernier par le président de la République. Cette équipe devrait être constituée des représentants de la majorité, de l'opposition et de la société civile. Pour sa part, le président de la chambre basse a souligné la nécessité d'élaborer un agenda législatif nécessaire à la consolidation de la démocratie, à la poursuite du processus de décentralisation et des réformes judiciaires ainsi qu'à la mise en œuvre des recommandations des concertations nationales. (Radio okapi)

**Des pluies diluviennes font 2 morts et d'importants dégâts matériels à Lubumbashi.** Les pluies qui s'abattent sur la ville de Lubumbashi depuis trois jours ont fait deux morts et d'importants dégâts matériels. Plus d'une centaine de maisons se sont écroulées dans plusieurs communes, des champs sont submergés et des ponts inondés.

**Nord-Kivu: l'armée reprend le contrôle de Lukweti, quartier général des APCLS.** Les Forces armées de la RDC ont délogé ce samedi 15 mars dans la matinée les miliciens de l'Alliance des patriotes congolais pour un Congo libre et souverain (APCLS) de la localité de Lukweti dans le territoire de Masisi (Nord-Kivu). L'information est confirmée par un responsable militaire du 813<sup>e</sup> régiment, engagé dans les combats. Cette localité était considérée comme le quartier général de la milice.

**RDC: les opérations contre les groupes armés contribuent «à l'émergence d'îlots de stabilité».** Au cours de la réunion du Conseil de sécurité le vendredi 14 mars, le chef de la Mission de l'Onu en RDC, Martin Kobler a déclaré que la défaite militaire du M23, les opérations militaires menées contre les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) et les Forces démocratiques alliées (ADF) et la sécurisation

des territoires libérés contribuent à l'émergence d'îlots de stabilité afin de rétablir graduellement l'autorité de l'Etat l'Est. Il a affirmé que depuis 2013, beaucoup de progrès ont été accomplis.

**260 sous-officiers des FARDC formés à Kitona.** Deux cent soixante sous-officiers de l'armée congolaise ont achevé ce samedi 15 mars leur formation à la base militaire de Kitona au Bas-Congo. C'est la deuxième promotion de l'école de sous-officiers de Kitona. Pendant 8 mois, ils ont appris des connaissances du milieu militaire dans lequel ils évolueront durant la première partie de leur carrière

**Kabinda: la foudre fait 25 morts en moins de 3 mois.** Il ne se passe pas une semaine sans qu'on observe des morts liés à la foudre à Kabinda et ses environs. Selon la société civile de cette cité située à 153 km à l'est de Mbuji-Mayi au Kasai-Oriental, vingt-cinq personnes sont mortes de la foudre depuis le début de cette année. Conséquence: tout nuage noir crée la psychose au sein de la population locale, affirment le président de cette structure ainsi que d'autres sources locales et le chef de service des droits humains. Au total, huit personnes ont été tuées en janvier dernier à Kabinda et ses environs, a indiqué le président de la société civile populaire de Kabinda. Selon lui, les localités situées au sud-ouest de Kabinda-centre sont les plus touchées par ce phénomène naturel. Dans cette partie, onze localités ont été affectées par la foudre, contre une dans la partie Est. Selon la même source, le bilan de février fait état de quatorze personnes foudroyées. Depuis le début du mois de mars, trois personnes sont mortes foudroyées, a pour suivi la société civile locale. Ces chiffres ont été aussi confirmés par d'autres sources locales. Le chef de service chargé des humains dans ce territoire parle de «véritable carnage provoqué par la foudre.» De son côté, l'administrateur de territoire s'est dit dépassé par «ces tueries à répétition.» Il a promis de faire rapport à sa hiérarchie en vue d'obtenir «le déploiement des services spécialisés pour faire face à cette situation.» (Radio Okapi)